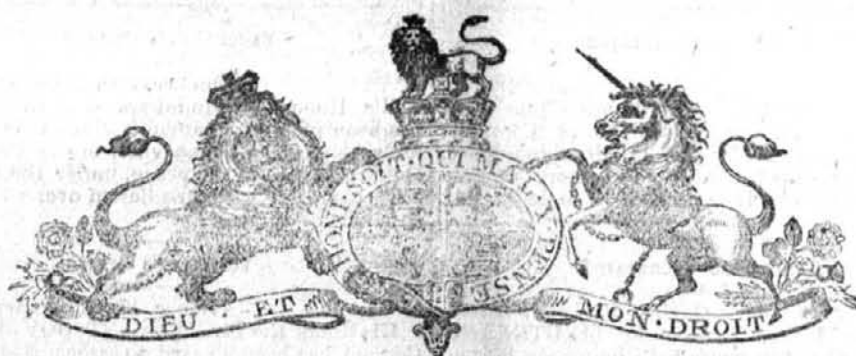




Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUEBEC, SAMEDI 19 FÉVRIER 1887.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3507

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN
CHANCELLERIE.

Québec, 16 février 1887.

Le douzième jour de février courant, les députés à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, dont les noms suivent, ont été déclarés élus :

L'Honorable Honoré Mercier, pour représenter le district électoral de Saint-Hyacinthe.

L'Honorable Joseph Shehyn, pour représenter le district électoral de Québec-Est.

L'Honorable C. A. E. Gagnon, pour représenter le district électoral de Kamouraska.

L'Honorable James McShane, pour représenter le district électoral de Montréal-Centre.

L'Honorable George Duhamel, pour représenter le district électoral d'Iberville.

L. H. HUOT,

685 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 19th FEBRUARY, 1887.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

3508

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN
CHANCERY.

Quebec, 16th February, 1887.

On the twelfth day of February instant, the members of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, whose names follow, were declared elected :

The Honorable Honoré Mercier, to represent the electoral district of Saint-Hyacinthe.

The Honorable Joseph Shehyn, to represent the electoral district of Quebec East.

The Honorable C. A. E. Gagnon, to represent the electoral district of Kamouraska.

The Honorable James McShane, to represent the electoral district of Montreal Centre.

The Honorable George Duhamel, to represent the electoral district of Iberville.

L. H. HUOT,

676

Clerk of the Crown in Chancery.

Nominations.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 12 février 1887.

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur de la Province de nommer Martin James Connolly, écuyer, de Lennoxville, en la Province de Québec, juge de paix, sous la 33e Victoria, chap. 12, avec juridiction dans toute la dite Province de Québec.

659

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 17 février 1887.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montréal, MM. H. R. Gray, chimiste, John Kane, marchand, James Price, marchand, Charles Barbeau, épiciier, tous de la cité Montréal, et Edouard Dumesnil, cultivateur, de Saint-Ignace du Côteau du Lac, comté de Soulanges.

693

Proclamations.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

A. STUART.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

HONORÉ MERCIER, } ATTENDU que, sur présentation au conseil du comté de Soulanges, d'une requête des deux tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires, habitant un certain territoire y mentionné, situé dans les limites de la paroisse de Saint-Polycarpe, dans le dit comté, dans Notre Province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Soulanges, a nommé Louis Adolphe Gladu, surintendant spécial chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête.

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au dit territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du dit comté ;

ET ATTENDU que le Lieutenant Gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport.

A CES CAUSES, sous l'autorité du Code Municipal de la Province de Québec, Nous déclarons que le dit territoire savoir :

"Tout le territoire borné d'un côté sur la rive nord-est de la rivière Delisle, vers le nord-ouest par la ligne de division entre les lots Nos. cinq cent quatre-vingt-sept et cinq cent quatre-vingt-huit (57 et 58) ; vers le nord-ouest, l'autre côté de la rivière Delisle, sur la rive sud-ouest, par la

Appointments

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 12th February, 1887.

His Honor the Administrator of the Province, has been pleased to appoint Martin James Connolly, esquire, of Lennoxville, in the Province of Quebec, justice of the peace, under the 33rd Victoria, chap. 12, with jurisdiction over all the said Province of Quebec.

660

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 17th February, 1887.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in Council has been pleased to associate to the commission of the peace for the district of Montreal, Messrs. H. R. Gray, chemist, John Kane, merchant, James Price, merchant, Charles Barbeau, grocer, all of the city of Montreal, and Edouard Dumesnil, farmer, of Saint Ignace du Côteau du Lac, county of Soulanges.

694

Proclamations.

CANADA,
PROVINCE DE
QUEBEC.
[L. S.]

A. STUART.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

HONORÉ MERCIER, } WHEREAS upon presentation to the council of the county of Soulanges, of a petition of two thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors, residing in a certain territory therein mentioned, situate within the limits of the parish of Saint Polycarpe, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of that territory into a village municipality, the said council of the said county of Soulanges, named Louis Adolphe Gladu, special superintendent for the purpose of visiting the said territory, to ascertain the number of houses built and inhabited therein, and to report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council, stating the number of houses built and inhabited on the said territory, and the designation of the limits, which in his opinion should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in an extension not exceeding sixty arpents in superficies ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been homologated, without any amendments by the council of the said county ;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, by and with the advice of the Executive Council of our said Province, has approved the said report.

WHEREFORE, under the authority of the municipal Code of the Province of Quebec, We do declare that the said territory, to wit :

"All the territory bounded on one side on the north east shore of the river Delisle, towards the north west by the division line between lots Nos. five hundred and eighty seven and five hundred and eighty eight (587 and 588) ; towards the north west the other side of the river Delisle on the

ligne qui sépare les lots Nos. trois cent soixante-douze, trois cent soixante-dix-sept et trois cent soixante-seize (372, 377 et 376), des lots Nos. trois cent soixante-dix-huit et trois cent soixante-dix-neuf (378 et 379); vers le sud-est au nord-est de la rivière Delisle, par la ligne de division entre les lots Nos. six cent dix-sept, six cent dix-neuf (617 et 619), et les lots Nos. six cent quatorze, six cent quinze et six cent seize (614, 615 et 616); aussi vers le sud-est de l'autre côte de la rivière Delisle, sur la rive sud-ouest par la ligne de division entre les lots Nos. deux cent trente-cinq (235), et les lots Nos. deux cent trente-six et deux cent trente-sept (236 et 237); vers le nord-est par le township de Newton; enfin vers le sud-ouest par une ligne parallèle à la dite rivière Delisle, s'étendant depuis la ligne entre les lots deux cent trente-cinq et deux cent trente-six (235 et 236), à partir d'un point à huit arpents ou huit arpents et demi de la rivière Delisle, jusqu'à un point sur la ligne entre les Nos. trois cent soixante-douze et trois cent soixante-dix-huit (372 et 378), aussi à huit arpents ou huit arpents et demi de la rivière Delisle ci-dessus mentionnée, est et sera détaché de la municipalité de la dite paroisse de Saint-Polycarpe, et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE SAINT-POLYCARPE; Et par les présentes, Nous constituons et érigeons le dit VILLAGE DE SAINT-POLYCARPE, en une municipalité de village conformément aux dispositions du dit Code Municipal de la Province de Québec.

De tout ce que dessus Nos fœux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont par les présentes requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: Témoin, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable ANDREW STUART, administrateur du Gouvernement de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUATORZIÈME jour de FEVRIER dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-sept, et de Notre Règne la cinquantième.

Par ordre,

PH. J. JOLICŒUR,
Assistant-Secrétaire.

655

CANADA,
PROVINCE DE
QUÉBEC.
[L. S.]

A. STUART.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT:

HONORÉ MERCIER, } ATTENDU, que sur présen-
Proc. Gén. } tation au Conseil du
comté de Soulanges, d'une requête des deux tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire situé dans les limites de la paroisse de Saint-Zotique, dans le dit comté, dans notre Province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit Conseil a nommé Joseph Adrien Legris, surintendant spécial aux

south west shore, by the line which separates lots Nos. three hundred and seventy two, three hundred and seventy seven and three hundred and seventy six (372, 377 and 376), from lots Nos. three hundred and seventy eight and three hundred and seventy nine (378 and 379); towards the south east to the north east of the river Delisle, by the division line between lots Nos. six hundred and seventeen and six hundred and nineteen (617 and 619), and lots Nos. six hundred and fourteen, six hundred and fifteen and six hundred and sixteen (614, 615 and 616); also towards the south east on the other side of the river Delisle, on the south west shore by the division line between lot No. two hundred and thirty five (235) and lots Nos. two hundred and thirty six and two hundred and thirty seven (236 and 237); towards the north east by the township Newton; finally towards the south west by a line running parallel with the said river Delisle, extending from the line between lots two hundred and thirty five and two hundred and thirty six (235 and 236), starting from a point eight arpents or eight arpents and a half from the river Delisle, to a point on the line between lots Nos. three hundred and seventy two and three hundred and seventy eight (372 and 378), also eight arpents or eight arpents and a half from the river Delisle above mentioned, is and shall be detached from the municipality of the said parish of Saint-Polycarpe, and shall in future form a separate municipality under the name of MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF SAINT-POLYCARPE; and by these presents, We do constitute and erect the said VILLAGE OF SAINT-POLYCARPE, into a village municipality, conformably to the provisions of the said municipal code of the Province of Quebec.

Of all which our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable ANDREW STUART, Administrator of the Government of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FOURTEENTH day of FEBRUARY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and eighty seven, and in the fiftieth year of Our Reign.

By command

PH. J. JOLICŒUR,
Assistant Secretary.

658

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

A. STUART.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING:

HONORÉ MERCIER, } WHEREAS upon presen-
Atty. Gén. } tation to the Council of
the county of Soulanges, of a petition of two thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors residing in a certain territory situate within the limits of the parish of Saint Zotique, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of that territory into a village municipality, the said Council named Joseph Adrien Legris, special superintendent for

fin de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées et de faire rapport sur la dite requête ;

Et ATTENDU, que le dit surintendant spécial a fait au dit Conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion doivent être assignées au dit territoire, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

Et ATTENDU, que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué suivant sa forme et teneur par le Conseil du dit comté de Soulanges ;

Et ATTENDU, que le Lieutenant Gouverneur de notre Province de Québec, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de notre dite Province, a approuvé le dit rapport sans amendements ;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de la Province de Québec, Nous avons déclaré et ordonné et par les présentes, Nous déclarons et ordonnons que le territoire décrit et borné comme suit, savoir :

" Tout le territoire à partir de la rive nord-est de la Rivière Beaudette, sur la ligne sud-est du numéro huit cent quatorze (814), allant vers le nord-est sur la dite ligne une distance de sept arpents de la dite rivière ; de là allant vers le nord-ouest en traversant les lots Nos. huit cent quatorze, huit cent quatre-vingt-quatorze, huit cent seize, huit cent vingt, et huit cent vingt-neuf (814, 894, 816, 820 et 829), jusqu'à la ligne nord-ouest du lot No. huit cent vingt-neuf (829), à une distance de sept arpents de la Rivière Beaudette ; de là allant vers le sud-ouest sur la dite ligne nord-ouest du lot No. huit cent vingt-neuf (829), jusqu'à la Rivière Beaudette ; de la traversant la dite rivière et allant vers le sud jusqu'à la ligne nord-ouest du lot No. huit cent soixante-deux (862) ; de là allant vers le sud-ouest en suivant la dite ligne nord-ouest du lot No. huit cent soixante-deux (862), une distance de cinq arpents de la Rivière Beaudette ; de ce point allant vers le sud et traversant les lots huit cent soixante-deux, huit cent soixante-trois, huit cent soixante-quatre, huit cent soixante-cinq et huit cent quatre-vingt-quatorze (862, 863, 864, 865 et 894), jusqu'à la ligne sud-est du lot No. huit cent quatre-vingt-quatorze (894), à une distance de cinq arpents de la Rivière Beaudette ; de là allant vers le nord-est en suivant la dite ligne sud-est du dit lot No. huit cent quatre-vingt-quatorze (894), jusqu'au lot No. huit cent quatre-vingt-seize (896) ; de là enfin suivant les lignes nord-ouest et sud-est des lots Nos. huit cent quatre-vingt-seize (896) et huit cent quatre-vingt-dix-sept (897), jusqu'à la Rivière Beaudette, la traversant à ce point pour se rendre au point de départ, à la ligne sud-est du lot No. huit cent quatorze (814) susdit, est et sera détaché de la municipalité de la dite paroisse de Saint-Zotique, et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de " MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE LA RIVIERE BEAUDETTE, " et par les présentes Nous constituons et érigeons le VILLAGE DE LA RIVIERE BEAUDETTE en une municipalité, de village conformément aux dispositions du dit Code Municipal.

De tout ce que dessus Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont par les présentes requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

En Foi de Quoi, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec :

the purpose of visiting the said territory, to ascertain the number of houses built and inhabited therein, and to report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said Council, stating the number of houses built and inhabited on the said territory, and the designation of the limits, which in his opinion should be assigned to the said territory containing at least forty inhabited houses within a space not exceeding sixty arpents in superficies ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been homologated according to its form and tenure by the Council of the said county of Soulanges ;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, has approved the said report without any amendments.

WHEREFORE, under the authority of the Municipal Code of the Province of Quebec, We have declared and ordered and by these presents, do declare and order that the territory bounded and described as follows, to wit :

" All the territory starting from the north east shore of the river Beaudette, on the south east line of number eight hundred and fourteen (814), running towards the north east on the said line a distance of seven arpents from the said river ; thence running towards the north west crossing lots Nos. eight hundred and fourteen, eight hundred and ninety four, eight hundred and sixteen, eight hundred and twenty, and eight hundred and twenty nine (814, 894, 816, 820 and 829), to the line north west of lot No. eight hundred and twenty nine (829), at a distance of seven arpents from the river Beaudette ; thence running towards the south west on the said line north west of lot No. eight hundred and twenty nine (829), to the river Beaudette ; thence crossing the said river and running towards the south to the line north west of lot No. eight hundred and sixty two (862) ; thence running towards the south west following the said line north west of lot No. eight hundred and sixty two (862), a distance of five arpents from the river Beaudette, from this point running towards the south and crossing lots eight hundred and sixty two, eight hundred and sixty three, eight hundred and sixty four, eight hundred and sixty five and eight hundred and ninety four (862, 863, 864, 865 and 894), to the line south east of lot No. eight hundred and ninety four (894), at a distance of five arpents from the river Beaudette ; thence running towards the north east following the said line south east of said lot No. eight hundred and ninety four (894), to lot No. eight hundred and ninety six (896) ; thence finally following the lines north west and south east of lots Nos. eight hundred and ninety six (896), and eight hundred and ninety seven (897), to the river Beaudette, there crossing at this point to return to the starting point, at the south east line of lot No. eight hundred and fourteen (814) aforesaid, " is and shall be detached from the municipality of the said parish of Saint Zotique, and shall for the future form a separate municipality, under the name of the " MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF LA RIVIERE BEAUDETTE, " and by these presents, We do constitute and erect the said VILLAGE OF LA RIVIERE BEAUDETTE, into a village municipality, conformably to the provisions of the said municipal code.

Of all which our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly

In TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affix

TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé
l'Honorable ANDREW STUART,
Administrateur du Gouvernement
de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en
Notre cité de Québec, dans Notre dite
Province de Québec, ce DIXIEME
jour de FEVRIER, dans l'année de
Notre-Seigneur mil huit cent quatre-
vingt-sept, et de Notre Règne la
cinquantième.

Par ordre,

657

PH. J. JOLICŒUR,
Assistant-Secrétaire.

Avis du Gouvernement.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 15 février 1887.

Avis public est par le présent donné qu'une
demande a été faite à Son Honneur le lieutenant
gouverneur par le conseil municipal de Saint-
Constant, dans le comté de Laprairie, pour obtenir
l'autorisation de ne publier qu'en français seule-
ment tous avis, règlements ou résolutions faits ou
passés par le dit conseil.

Toutes représentations à ce contraire devront
être faites dans le délai des deux mois qui sui-
vront la seconde et dernière publication du pré-
sent avis.

663

PH. J. JOLICŒUR,
Assistant-Secrétaire.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu
de l'acte d'incorporation des compagnies à fonds
social, des Lettres Patentes ont été émises sous le
Grand Sceau de la province de Québec, en date
du douzième jour de février courant (1887), incor-
porant Ovide Marion, Alfred Lesage, tous deux
cultivateurs; Zacharie Cloutier, marchand; Ulric
Granger, hôtelier; Isaïe Forrest, cultivateur, tous
de la dite paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan,
en la province de Québec, sous le nom de "La
Compagnie Manufacturière de Tabac Canadien de
Saint-Jacques," pour la préparation, la fabrica-
tion, l'achat et la vente du tabac canadien, avec
un fonds social de vingt mille piastres divisé en
quatre cents actions de cinquante piastres cha-
cune.

PH. J. JOLICŒUR,
Assistant-Secrétaire.

Bureau du Secrétaire,
Québec, 14 février 1887.

661

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de
l'Acte 45 Vict., ch. 10, que, 60 jours après la date
de la dernière publication du présent avis, laquelle
se fera deux fois dans la *Gazette Officielle de*
Québec, le commissaire des Terres de la Couronne
annulera les ventes et permis d'occupation des
terres publiques dont suit une liste :

Joly.

Lot 39, dans le rang lettre "F", à Dallard Béli-
veau.

E. E. TACHÉ,
Assistant Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,
Québec, 14 février, 1887.

645

ed: WITNESS, Our Trusty and Well-
Beloved the Honorable ANDREW
STUART, Administrator of the
Government of Our Province of
Quebec.

At Our Government House, in Our City of
Quebec, in Our said Province of
Quebec, this TENTH day of
FEBRUARY, in the year of Our
Lord, one thousand eight hundred
and eighty seven, and in the fiftieth
year of Our Reign.

By command,

PH. J. JOLICŒUR,
Assistant Secretary.

558

Government Notices.

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 15th February, 1887.

Public notice is hereby given that a petition
has been presented to His Honor the lieutenant
governor by the municipal council of Saint Con-
stant, in the county of Laprairie, for leave to
publish in the french language only, all notices,
by-laws and resolutions made or passed by the
said council.

All oppositions to the granting of the same
must be produced within two months from the
second and last insertion of the present notice.

664

PH. J. JOLICŒUR,
Assistant-Secrétaire.

Public notice is hereby given that, under the
joint stock company incorporation act, Letters
Patent under the Great Seal of our province of
Quebec, bearing date the twelfth day of February
instant, (1887), have been issued incorporating
Ovide Marion, Alfred Lesage, both farmers;
Zacharie Cloutier, merchant, Ulric Granger, hotel-
keeper; Isaïe Forest, farmer, all of the said parish
of Saint Jacques de l'Achigan, in the province of
Quebec, under the name of "La Compagnie
Manufacturière de Tabac Canadien de Saint
Jacques," for the preparation, fabrication, pur-
chase and sale of canadian tobacco, with a total
capital stock of twenty thousand dollars divided
into four hundred shares of fifty dollars each.

PH. J. JOLICŒUR,
Assistant secretary.

Secretary's office,
Quebec, 14th February, 1887.

662

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the act 45
Vict., ch. 10, that 60 days after the last publica-
tion of this notice, which will appear twice in the
Quebec Official Gazette, the Commissioner of Crown
Lands will cancel the sales and locations of the
public lands mentioned in the following list:

Joly.

Lot 39, in range letter "F", to Dallard Béliveau.

E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands,
Quebec, 14th February, 1887.

646

PROVINCE DE QUÉBEC.

AVIS PUBLIC.

Département des Terres de la Couronne.

Québec, 11 février 1887.

Avis public est par le présent donné que le numéro (67) soixante et sept, du cadastre officiel du canton Horton, comté d'Arthabaska, a été, ce jour, annulé conformément à l'article 2174 du Code Civil, tel qu'amendé par l'acte 49-50 Vict., chap. 11.

665

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Eriger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Patrice de la Pentecôte," dans le comté de Saguenay, tout le territoire ci après désigné, savoir :

" Depuis le portage situé à deux milles à l'ouest de la dite rivière et se terminant à un mille et demi à l'est, à un endroit nommé *Cailles Rouges*,"

557 2

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'acte 45 Vict., ch. 10, que, 60 jours après la date de la dernière publication du présent avis, laquelle se fera deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Canton Price.

(1er rang.)

Lots Nos. 36 et 37, à Ls. Elie Lachance.

Lots Nos. 38 et 39, à Elie Lachance.

Canton Ashuapmouchouan.

(Rang A.)

Lots Nos. 1 et 2, à David Aikman.

E. E. TACHÉ,
Assist. Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,

Québec, 10 février 1887.

579 2

PROVINCE DE QUÉBEC.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Québec, 22 janvier 1887.

Avis est donné en conformité des règles 49 et 50 de l'Assemblée Législative, que NULLE PETITION pour un BILL PRIVÉ ne sera reçue par cette Chambre après vendredi, le premier jour d'avril prochain, qu'aucun BILL PRIVÉ ne pourra être présenté après vendredi, le huitième jour d'avril prochain, qu'aucun RAPPORT d'un comité permanent ou spécial ne pourra être reçu après vendredi, le quinzième jour d'avril prochain.

L. DELORME,

373 4 Greffier de l'Assemblée Législative.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 4 février 1887.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par J. E. Roy, écuyer, notaire, de la ville de Lévis, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Léon Roy, en son vivant, notaire, de Lévis, en vertu des dispositions du Code du Notariat.

547 3

PH. J. JOLICŒUR,
Assistant-Secrétaire.

PROVINCE OF QUEBEC.

PUBLIC NOTICE.

Department of Crown Lands.

Quebec, 11th February, 1887.

Public notice is hereby given that the cadastral number sixty seven (67), of the township of Horton, county of Arthabaska, has been this day cancelled according to the provisions of article 2174 of the Civil Code, as amended by the act 49-50 Vict., chap. 11.

666

E. E. TACHÉ,
Assistant commissioner.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

To erect into a distinct school municipality under the name of "Saint Patrice de la Pentecôte," in the county of Saguenay, the whole of the territory hereinafter described, to wit :

" From the portage situate two miles to the west of the said river and ending one mile and a half to the east, at a place called *Cailles Rouges*."

558

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, that, 60 days after the last publication of this notice, which will appear twice in the *Quebec Official Gazette*, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Price.

(1st range.)

Lots Nos. 36 and 37, to Ls. Elie Lachance.

Lots Nos. 38 and 39, to Elie Lachance.

Township Ashuapmouchouan.

(Range A.)

Lots Nos. 1 and 2, to David Aikman.

E. E. TACHÉ,
Assist.-Commissioner.

Department of Crown Lands,

Quebec, 10th February, 1887.

580

PROVINCE OF QUEBEC.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Quebec, 22nd January, 1887.

Notice is given that in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, NO PETITION for any PRIVATE BILL shall be received by this House after Friday, the first day of April next, that no PRIVATE BILL shall be introduced after Friday, the eighth day of April next, that no REPORT of any standing or select committee upon a PRIVATE BILL shall be received after Friday, the fifteenth day of April next.

L. DELORME,

374 Clerk of the Legislative Assembly.

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 4th February, 1887.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor, by J. E. Roy, esquire, notary, of the town of Lévis, praying thereby that the minutes, repertory and index of the late Léon Roy, in his lifetime, notary, of Lévis, be transferred to him, in virtue of the provisions of the Notarial Code.

548

PH. J. JOLICŒUR,
Assistant Secretary.

PARLEMENT FÉDÉRAL.

Règles relatives aux avis de bills privés.

51. Dans le cas de toute demande de bill privé, proprement du ressort législatif du Parlement du Canada, suivant les dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867, et ayant pour objet, soit la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrière ou d'une ligne télégraphique; soit la construction ou l'amélioration d'un port, d'un canal, d'une écluse, d'une digue ou d'une grève, ou autre ouvrage semblable; soit la concession d'un droit de passage d'eau, l'incorporation de professions ou métiers, ou d'une compagnie de banque ou autre compagnie par actions, soit la concession à une ou plusieurs personnes de certains droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, soit le pouvoir de faire quelque chose qui, dans ses effets, pourrait toucher aux droits ou à la propriété d'autrui, ou concerner une classe particulière de la société; ou ayant pour objet quelque amendement de même nature à un acte antérieur—un avis, énonçant d'une manière claire et intelligible la nature et l'objet de la demande, et signé (excepté s'il s'agit de corporations déjà existantes) par les pétitionnaires ou de leur part, est nécessaire et doit être publié comme il suit:

Dans les provinces de Québec et de Manitoba.

Un avis doit être inséré dans la *Gazette du Canada* en anglais et en français, ainsi que dans un journal anglais et un journal français du district intéressé, ou en anglais et en français dans le même journal, s'il ne s'en publie qu'un seul dans ce district; ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication de l'avis en anglais et en français doit se faire dans un journal du district le plus voisin où il s'en publie.

Dans les autres provinces.

Un avis doit être inséré dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté ou des comtés unis intéressés, ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté le plus voisin où il s'en publie.

La publication de ces avis durera, dans chaque cas la période de deux mois pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition. Un exemplaire des numéros des journaux, reproduisant la première et la dernière insertion de l'avis, devra être transmis au greffier de chaque Chambre.

Si la pétition demande l'autorisation de présenter un bill privé ayant pour objet la construction d'un pont de péage, le pétitionnaire ou les pétitionnaires devront, en même temps qu'ils donneront l'avis prescrit par la règle précédente, donner aussi, de la même manière, avis des péages qu'ils entendent exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace à laisser libre entre les culées ou les piliers pour le passage des radeaux et des navires; et mentionner de plus s'ils se proposent de construire un pont mobile, et quelles en seront les dimensions.

Toute personne désirant obtenir un bill privé devra, dans les huit jours qui précéderont l'ouverture du Parlement, déposer au bureau du greffier de la Chambre dans laquelle le bill doit prendre naissance une copie de ce bill en langue anglaise ou en langue française, avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Il en sera imprimé 600 exemplaires en anglais et 200 en français; la traduction devra être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions. Le pétitionnaire aura aussi à payer au greffier du Sénat ou au comptable de la Chambre des Communes suivant le cas une somme de \$200, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts et remettra le reçu de ce paiement au greffier du comité auquel ce

DOMINION PARLIAMENT.

Rules relating to Notices for Private Bills.

51. All applications for Private Bills, properly the subjects of legislation by the Parliament of Canada, within the purview of the "British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge, the making of a Railroad, Turnpike Road or Telegraph Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam or Slide, or other like work; the granting the right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Banking or other Joint Stock Company; or otherwise for the granting to any individual or individuals, any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which, in its operation, would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former Act, shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, and (except in the case of existing corporations) signed by, or on behalf of the applicants, to be published as follows, viz

In the Provinces of Quebec and Manitoba.

A notice inserted in the *Canada Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one in the french language in the district affected, or in both language in one paper, if there be but one in the said district, or if there be no paper published therein then, in both language, in paper in the nearest district, in which a newspaper is published.

In any other Province.

A notice inserted in the *Canada Gazette*, and in one newspaper published in the County, or Union of Counties affected, or if there be no paper published therein, then in a newspaper in the nearest County in which a newspaper is published. Such Notice to be continued in each case, for a period of two months during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition. And copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall be sent to the Clerk of each House.

When a Petition is for leave to bring in a Private Bill for the erection of a toll bridge, the petitioner or petitioners, upon giving the notice prescribed by the preceding rule, shall also, at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask; the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and whether they intend to erect a drawbridge, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any private bill shall, eight days before the meeting of Parliament, deposit with the clerk of the house, in which the bill is to originate, a copy of such bill in the english or french language, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same—600 copies to be printed in english, and 200 copies in french—the translation to be done by the officers of the house, and the printing by the contractor. The applicant shall be also required to pay the clerk of the Senate or the accountant of the House of Commons (as the case may be) a sum of \$200 and the cost of printing the Act in the statutes, and lodge the receipt of the same with the clerk of the committee to which such bill is referred—such payment to be made

bill aura été renvoyé—le dit paiement sera effectué immédiatement après la seconde lecture avant la prise en considération du bill par le comité. L'honoraire payable pour tout bill privé le sera seulement dans la Chambre dans laquelle il aura été présenté.

Aucune pétition pour l'obtention d'un bill privé ne sera reçue par l'une ou par l'autre Chambre après les dix premiers jours de la session.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Greffier du Sénat.
JOHN GEORGE BOURINOT,
Greffier des Communes.

Et de plus, en conformité d'une Résolution adoptée par la Chambre des Communes, le 20 avril 1883, il est ordonné que

"Tous les bills privés demandant des actes constitutifs devront être rédigés de manière à y incorporer, en les spécifiant, les clauses des Actes généraux concernant les détails qui font l'objet de ces bills; des raisons spéciales seront données chaque fois que l'on aura l'intention de se départir de ce principe, ou que l'on voudra y introduire d'autres dispositions touchant ces détails; et une note sera annexée au bill indiquant les dispositions au sujet desquelles l'on entend s'écarter de l'Acte général; les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, devront être remodelés par les auteurs et ré-imprimés à leurs frais, avant qu'aucun comité en examine les clauses.

J. G. BOURINOT,
Greffier des Communes

Règles du Sénat relatives aux avis de bills de divorce.

72. Quiconque a l'intention de demander un bill de divorce, doit donner avis de son intention, de spécifier d'avec qui et pour quelle cause il veut divorcer. L'avis doit être inséré pendant six mois, à la *Gazette du Canada*, et dans deux journaux du district (si c'est dans les provinces de Québec et de Manitoba,) ou du comté ou des comtés-unis, (si c'est dans les autres provinces,) où le pétitionnaire résidait ordinairement lors de la séparation; et si le nombre voulu de journaux n'y paraît pas, alors la publication de l'avis devra se faire dans le district, le comté ou les comtés-unis voisins.

L'avis pour les provinces de Québec et Manitoba sera publié en anglais et en français.

Un exemplaire en manuscrit de l'avis devra être signifié, à l'instance du pétitionnaire, à la personne d'avec laquelle il veut divorcer, si le lieu de la résidence de cette dernière peut être connu; et la preuve de cette signification ou de la diligence faite pour l'effectuer, doit être produite sur déclaration faite en vertu de l'acte passé dans la trentième-septième année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour la suppression des serments volontaires et extra judiciaires devant le Sénat, et à sa satisfaction lors de la lecture de la pétition.

3207 EDOUARD J. LANGEVIN,
Greffier du Sénat

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour

immediately after the second reading, and before the consideration of the bill by such committee. The fee payable on any private bill is paid only in the House in which its originates.

No petition for a Private Bill is received by either House after the first ten days of the session.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Clerk of the Senate.
JOHN GEORGE BOURINOT,
Clerk of the Commons.

And further, with respect to the House of Commons, it is ordered under Resolution of 20th April, 1883, that

"All Private Bills for Acts of Incorporation shall be so framed as to incorporate by reference the clauses of the General Acts relating to the details to be provided for by such Bills;—special grounds shall be established for any proposed departure from this principle, or for the introduction of other provisions as to such details, and a note shall be appended to the Bill indicating the provisions thereof, in which the General Act is proposed to be departed from; Bills which are not framed in accordance with this Rule, shall be re-cast by the promoters, and reprinted at their expense, before any Committee passes upon the clauses.

J. G. BOURINOT,
Clerk of Commons

Rules of the Senate relating to Notice for Bills of Divorce.

72. Every Applicant for a Bill of Divorce required to give notice of his intention so to do, and to specify from whom and for what cause, by advertisements, during six months, in the *Canada Gazette*, and in two newspapers published in the District, in Quebec and Manitoba, or in the County, or Union of Counties in the other Provinces, where such applicant usually resided at the time of the separation, or if the requisite number of papers cannot be found therein, then in the adjoining District, or County, or Union of Counties.

The notice for the Provinces of Quebec and Manitoba is to be published in the english and french languages.

73. A copy of the notice, in writing, is to be served at the instance of the applicant, upon the person from whom the Divorce is sought, if the residence of such person can be ascertained; and proof on declaration under the Act passed in the thirty seventh year of Her Majesty's Reign intitled: "An Act for the suppression of voluntary and extra judicial oaths," of such service, or of the attempts made to effect it, to the satisfaction of the Senate, is to be adduced before the Senate on the reading of the Petition.

3208 EDOUARD J. LANGEVIN,
Clerk of the Senate.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIF COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying

l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le chargement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à compléter des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment, les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de cent piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doivent être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 200 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,

gas or water; the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for an object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of one hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills Privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans un district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition, et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 500 exemplaires en français et 350 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition for any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporations, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, in the district affected; and in default of either or such newspapers in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2 per page of printed matter for the translation and 50 cents

de matière imprimée pour la traduction, et cinquante ce tins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$100 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé. Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

"Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

L. DELORME,

15 Greffier de l'Assemblée Législative

Demands au Parlement.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte incorporant "The Independent Agricultural Association of Stanstead and Compton counties," et déclarant valides et obligatoires les souscriptions faites à la dite association avant son incorporation.

W. L. SHURTLEFF,
Procureur des Requérants.

Coaticook, 7 février 1887. 573 2

Avis est par les présentes donné, que demande sera faite à la Législature de Québec, à sa présente session, pour obtenir un acte d'incorporation des huissiers du district de Montréal, sous le nom de "La corporation des huissiers du district de Montréal," et pour divers droits et privilèges concernant la dite corporation.

CHS. C. DE LORIMIER,
Avocat des requérants.

Montréal, 2 février 1887. 509 3

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de la part des Sœurs de Charité, établies à Nicolet, pour obtenir que leur institution soit incorporée, sous le nom d'Hôtel Dieu de Nicolet.

493 3 SR. YOVILLE,
Supérieure.

Avis est par le présent donné que le Dr. Joseph Sanche, fera une demande à la prochaine session de la Législature de Québec, pour obtenir une licence, afin d'exercer sa profession dans la Province de Québec.

ETHIER & PELLETIER,
Solliciteurs du Requérant.

Montréal, 21 janvier 1887. 385 4

per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$100, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred. Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

L. DELORME,

16 Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to Parliament.

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating "The Independent Agricultural Association of Stanstead and Compton counties," and declaring valid and binding the subscription made to said association prior to its incorporation.

W. L. SHURTLEFF,
Attorney for applicants.

Coaticook, 7th February, 1887. 574

Notice is hereby given that application will be made at the present session of the Quebec Legislature, for an act incorporating the bailiffs of the district of Montreal, under the name of "The corporation of the bailiffs of the district of Montreal," and for divers rights and privileges concerning said corporation.

CHS. C. DE LORIMIER,
Attorney for applicants.

Montreal, 2nd February, 1887. 510

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, by the Sisters of Charity, established at Nicolet, for an act to incorporate their establishment, under the name of the "Hôtel Dieu de Nicolet".

SR. YOVILLE,
Superior.

Notice is hereby given that Dr. Joseph Sanche, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for a license to practice his profession, in the Province of Quebec.

ETHIER & PELLETIER,
Attorneys for Petitioner.

Montreal, 21st January, 1887. 386

AVIS.

Demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, par la New York Life Insurance Company, corps politique et dûment incorporé en vertu des lois de l'Etat de New-York, un des Etats-Unis de l'Amérique, pour obtenir un acte accordant le pouvoir à la dite Compagnie, d'acheter et posséder des immeubles en la Province de Québec, et d'ériger des bâties sur iceux, et aussi de vendre, louer ou disposer autrement de telles propriétés.

MACMASTER, HUTCHINSON,
WEIR & MACLENNAN,
Soliciteurs des requérants.

485 3

AVIS.

Avis public est par le présent donné, qu'une demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser "The Imperial Insurance Company," de contracter et de poursuivre et d'être poursuivie au nom de la compagnie, en la province de Québec, et pour d'autres fins.

LUNN & CRAMP,
Soliciteurs des Requérants.

Montréal, 11 janvier 1887.

399 4

AVIS.

Demande sera faite à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir des amendements à l'acte d'incorporation de la "Jeffery Hale's Hospital of the city of Quebec," pour augmenter le nombre de gouverneurs, pour changer le mode de leur nomination pour d'autres fins.

DAVID A. ROSS,
Soliciteur des Requérants

Québec, 19 janvier 1887.

297 5

AVIS.

Qu'une application sera faite à la législature de Québec, demandant un acte pour détacher de la municipalité de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond, pour les fins électorales, municipales et scolaires les lots de terre Nos. 19, 20, 21 et 22, du 2ème rang, les lots Nos. 19, 20 et 21, du 3ème rang, et les lots Nos. 19 et 20, du 4ème rang dans le canton de Warwick, pour les annexer à la municipalité du township de Warwick, dans le comté d'Arthabaska pour les dites fins électorales, municipales et scolaires.

307 5

AVIS.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer les Petits Frères de Marie des Ecoles d'I Frères Maristes, avec le pouvoir de tenir un noviciat et de diriger les Ecoles en cette Province.

Le Directeur,
FRÈRE CÉSIDIUS.

L'Orville, le 18 janvier 1887.

361 4

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte incorporant une compagnie sous le nom de "Compagnie de Prêt et Mont de Piété," créé dans le but d'effectuer des prêts sur nantissement d'effets mobiliers.

Montréal, 3 janvier 1887.

LACOSTE, GLOBENSKI,
BISAILLON & BROUSSEAU,
Avocats des requérants.

633

NOTICE.

Application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the New York Life Insurance Company, a body politic and corporate duly incorporated under the laws of the State of New York, one of the United States of America, for an act granting power to the said company, to acquire by purchase and hold real estate in the province of Quebec, and to erect buildings thereon, and also to sell, lease or otherwise dispose of such property.

MACMASTER, HUTCHINSON,
WEIR & MACLENNAN,
Solicitors for Applicants.

486

NOTICE.

Public notice is hereby given, that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to enable "The Imperial Insurance Company," to contract, and to sue and be sued in the province of Quebec, in the name of the company, and for other purposes.

LUNN & CRAMP,
Solicitors for Applicants.

Montreal, 11th January, 1887.

400

NOTICE.

Application will be made at the next session of the Legislature of the Province of Quebec for amendments to the act of incorporation of the Jeffery Hale's Hospital of the city of Quebec, to increase number of governors, to change the mode of their appointment and for other purposes.

DAVID A. ROSS,
Solicitor for applicants.

Quebec, 19th January, 1887.

298

NOTICE.

Application will be made to the Legislature of Quebec, for an act to detach from the municipality of Kingsey Falls, in the county of Drummond, for electoral municipal and school purposes, the lots of lands Nos. 19, 20, 21 and 22, of the second range, lots Nos. 19, 20 and 21, of the 3rd range, and lots Nos. 19 and 20, of the 4th range, in the township of Warwick, and annex them to the municipality of the township of Warwick, in the county of Arthabaska, for the said electoral, municipal and school purposes.

308

NOTICE.

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate The Little Brothers of Mary of the Schools, called also Marist Brothers, with power to conduct a novitiate to teach and direct Schools in this Province.

The Director,
BROTHER CÉSIDIUS.

L'Orville, 18th January, 1887.

362

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate a company under the name of "Compagnie de Prêt et Mont de Piété (Loan and Pawnbroking company)" for the purpose of effecting loans upon pledged movables.

Montreal, 3rd January, 1887.

LACOSTE, GLOBENSKI,
BISAILLON & BROUSSEAU,
Attorneys for petitioners.

634

AVIS.

Que les habitants franc-tenanciers de la paroisse de Sainte-Elizabeth de Warwick, s'adresseront à la législature de Québec, pour un acte les détachant de la municipalité de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond, pour les fins électorales, municipales et scolaires, et les incorporant en municipalité distincte pour les dites fins électorales, municipales et scolaires, sous le nom de "La corporation de la paroisse de Sainte-Elizabeth de Warwick"; les détachant du comté de Drummond, et les annexant au comté d'Arthabaska. Les limites de cette nouvelle municipalité devront être celles de la paroisse canonique et civile de Sainte-Elizabeth de Warwick, telle que maintenant érigée par décret des commissaires civils du diocèse de Nicolet.

305 5

AVIS PUBLIC.

Demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, d'un acte autorisant la vente des immeubles appartenant à la succession de feu Antoine Paiement, comprenant les numéros 102, 104, 108 et 160 du cadastre hypothécaire de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, dans le district de Terrebonne, et le numéro 91 du cadastre hypothécaire du village de Sainte-Thérèse de Blainville, dans le district susdit, et de plus le numéro 444 du cadastre hypothécaire de la paroisse de Sainte-Rose, dans le district de Montréal.

JEREMIE PAIEMENT, père.

ALFRED LIMOGES,

Exécuteurs testamentaires.

Saint Eustache, 10 janvier 1887.

433 4

AVIS DIVERS.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes afin d'incorporer une compagnie dans le but ci-après mentionné, à savoir :

1. Le nom incorporé de la compagnie proposée sera "The Globe Woollen Mills Company."
2. L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de préparer, manufacturer, vendre et acheter des laines et étoffes en laine et articles en coton et autres ouvrages et d'acheter des biens meubles et immeubles, d'ériger des moulins et autres bâties en rapport avec les dites affaires.
3. La principale place où les affaires de la dite compagnie se feront, sera en la cité de Montréal, en la province de Québec.
4. Les montants du fonds social sera de \$200,000.
5. Le nombre d'actions sera de 2000 de \$100.00 chacune.
6. Les noms au long, résidences et professions de chacun des requérants sont Andrew F. Gault, marchand; Hugh McLennan, marchand; l'honorable John J. C. Abbott, avocat; Andrew Allan, propriétaire de vaisseaux; et Thomas J. Claxton, marchand; tous de la dite cité de Montréal, et tous résidents au Canada et sujets de Sa Majesté, et les dites personnes seront les premiers directeurs de la compagnie proposée.

McGIBBON & McLENNAN,

-Procureurs des Requérants.

Montréal, 14 février 1887.

651

PROVINCE DE QUEBEC.

DISTRICT ELECTORAL DE MONTCALM.

Je, Marie Louis Gustave Ecrement, soussigné, agent d'élection de Joseph Eugène Ecrement, écrl., l'un des candidats à la dernière élection d'un

NOTICE.

The resident freeholders of the parish of Sainte Elizabeth de Warwick, will apply to the legislature of Quebec, for an act to detach them from the municipality of Kingsey Falls, in the county of Drummond, for electoral, municipal and school purposes, and to incorporate them into a distinct municipality for the aforesaid electoral, municipal and school purposes, under the name of "The corporation of the parish of Sainte Elizabeth de Warwick"; to detach them from the county of Drummond, and annex them to the county of Arthabaska. The limits of such new municipality to be those of the parish of Sainte Elizabeth de Warwick, as now canonically and civilly erected, by decree of the civil commissioners of the diocese of Nicolet.

306

PUBLIC NOTICE.

Application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act authorizing the sale of immovables depending of the succession of late Antoine Paiement, and containing the numbers 102, 104, 108 and 160 of the hypothecary cadaster of the parish of Sainte Thérèse de Blainville, in the district of Terrebonne, and the number 91 of the hypothecary cadaster of the village of Sainte Thérèse de Blainville, in the said district, and moreover the number 444 of the hypothecary cadaster of the parish of Sainte Rose, in the district of Montreal.

JEREMIE PAIEMENT, père.

ALFRED LIMOGES,

Testamentary executors.

Saint Eustache, 10th January, 1887.

434

Miscellaneous Notices.

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, for Letters Patent of incorporation to incorporate a company for the purposes hereinafter set forth, viz :

1. The corporate name of the proposed company is "The Globe Woollen Mills Company."
2. The object for which its incorporation is sought is the preparation, manufacture, sale and purchase of wools and woollen and cotton goods and other fabrics and the purchase of real and personal property, erection of mills and other buildings in connection with said business.
3. The chief place where the operations of the said company are to be carried on, is the city of Montreal, in the Province of Quebec.
4. The amount of the capital stock is to be \$200,000.
5. The number of shares is to be 2,000 of \$100 each.
6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are Andrew F. Gault, merchant; Hugh McLennan, merchant; the Honorable John J. C. Abbott, advocate; Andrew Allan, ship owner; and Thomas J. Claxton, merchant; all of the said city of Montreal, and all residents in Canada and subjects of Her Majesty, and the said persons will be the first directors of the proposed company.

McGIBBON & McLENNAN,

Attorneys for applicants.

Montreal, 14th February, 1887.

652

PROVINCE OF QUEBEC.

ELECTORAL DISTRICT OF MONTCALM.

I, the undersigned, Marie Louis Gustave Ecrement, election agent of Joseph Eugène Ecrement, esq., one of the candidates at the last election of

député pour représenter la division électorale du comté de Montcalm, à l'assemblée législative de la province de Québec, déclare n'avoir fait aucune dépense d'élection pour le dit candidat.

En foi de quoi, j'ai signé à Montréal, ce quatrième jour de février mil huit cent quatre-vingt sept.

(Signé),

M. Ls. G. ECREMENT,
Agent d'élection.

(Vraie copie),

A. E. THIBODEAU,
Officier-rapporteur.

643

DISTRICT ELECTORAL D'IBERVILLE.

Etat des dépenses d'élection encourues par George Duhamel, écuyer, avocat, de Montréal, candidat élu pour le dit district électoral, le onze décembre dernier (1886).

Dépenses personnelles du candidat.....	\$ 20 00
Pour charretiers.....	65 70
Pour copiage de listes électorales.....	3 25
Pour impressions.....	44 90
Comité-central et gardien d'icelui.....	45 00
Usage de salles pour assemblées publiques.....	20 00

Total.....\$198 85

Iberville, 10 février 1887.

(Signé),

LEON LORRAIN,

Agent du dit candidat Geo. Duhamel.

Vraie copie,

M. A. BESSETTE,
Officier-Rapporteur.

635

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Richelieu. }
No. 3096.

Dame Elizabeth Paulet, de la ville de Sorel, dans le district de Richelieu, épouse de Louis Béland, du même lieu, marchand, et dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Louis Béland, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour instituée en cette cause.

A. P. VANASSE,
Avocat de la Demanderesse.

Sorel, 1er février 1887.

679

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No.

Dame Adelaïde Meunier dit Lagassé, épouse de Joseph Pantaléon Spénard, épicière, de Montréal, dit district, a institué contre son époux, une action en séparation de biens.

J. T. R. LORANGER,
Avocat de la Demanderesse.

Montréal, 8 février 1887.

617 2

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Iberville. }
No. 222.

Marceline Langevin, de la paroisse de Sainte-Brigide, dans le district d'Iberville, épouse commune en biens de Jacques Barabé, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

vs.

Le dit Jacques Barabé, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été ce jour instituée en cette cause.

J. E. Z. BOUCHARD,
Avocat de la Demanderesse.

Saint-Jean, 22 décembre 1886.

623 2

a member to represent the electoral district of the county of Montcalm, in the legislative assembly of the province of Quebec, declare that I did not incur any election expenses for the said candidate.

In testimony whereof, I have signed at Montreal, this fourth day of February, one thousand eight hundred and eighty seven.

(Signed),

M. Ls. G. ECREMENT,
Election agent.

(True copy),

A. E. THIBODEAU,
Returning officer

644

ELECTORAL DISTRICT OF IBERVILLE.

STATEMENT of election expenses incurred by George Duhamel, esquire, advocate, of Montreal, the candidate elected for the said electoral district, on the eleventh December last, (1886).

Personal expenses of the candidate.....	\$ 20 00
For carters.....	65 70
For copying electoral lists.....	3 25
For printing.....	44 90
Central committee and keeper thereof... ..	45 00
For the use of public assembly rooms.....	20 00

Total.....\$198 85

Iberville, 10th February, 1887.

(Signed),

LEON LORRAIN,

Agent of the said candidate Geo. Duhamel.

True copy,

M. A. BESSETTE,
Returning Officer.

636

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Richelieu. }
No. 3096.

Dame Elizabeth Paulet, of the town of Sorel, in the district of Richelieu, wife of Louis Béland, of the same place, trader, and duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs.

The said Louis Béland, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

A. P. VANASSE,
Attorney for Plaintiff.

Sorel, 1st February, 1887.

680

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No.

Dame Adelaïde Meunier dit Lagassé, wife of Joseph Pantaléon Spénard, grocer, of Montreal, district aforesaid, has instituted against her husband, an action for separation as to property.

J. T. R. LORANGER,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 8th February, 1887.

618

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Iberville. }
No. 222.

Marceline Langevin, of the parish of Sainte-Brigide, in the district of Iberville, wife common as to property of Jacques Barabé, farmer, of the same place, duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs.

The said Jacques Barabé, Defendant.
An action in separation as to property has been this day instituted in this cause.

J. E. Z. BOUCHARD,
Attorney for Plaintiff.

Saint Johns, 22nd December, 1886.

624

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 468.

Dame Esilda Hurtubise, de la paroisse de Notre-Dame de Grâce, dans le district de Montréal, épouse commune en biens d'Eustache Prud'homme, fils, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Eustache Prud'homme, fils,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le trente-unième jour de janvier dernier (1887),

LAFLAMME, LAFLAMME, MADORE & CROSS,
Avocats de la Demanderesse.

Montréal, 3 février 1887. 583 2

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Richelieu. }

Dame Victorine Thibeault, de la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, dans le district de Richelieu, épouse de Jean Gagnon, commerçant, du même lieu, dûment autorisée par justice à ester en jugement aux fins des présentes,

Demanderesse ;

vs.

Jean Gagnon, commerçant, du même lieu,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

WURTELE & LACROIX,
Avocats de la Demanderesse.

Sorel, 2 février 1887. 549 3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 82.

Avis est par les présentes donné que Dame Philomène Laurent dite Lortie, de Lachine, épouse de Etienne St. Denis, de la même place, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

T. C. DELORIMIER,
Avocat de la Demanderesse.

Montréal, 26 janvier 1887. 427 4

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-Hyacinthe. }
No. 370.

Dame Hermine Brodeur, des cité et district de Saint-Hyacinthe, épouse de Damien Chaput, marchand, du même lieu, la dite dame dûment autorisée en justice aux fins des présentes,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Damien Chaput, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour en cette cause.

FONTAINE & ST. JACQUES,
Avocats de la Demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 22 janvier 1887. 397 4

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No. 248.

Malvina Beauchamp, de la cité et du district de Montréal, épouse de Gustave Arthur Lamontagne, commerçant, du même lieu,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Gustave Arthur Lamontagne,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse.

ADAM & DUHAMEL,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 19 janvier 1887. 347 5

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 468.

Dame Esilda Hurtubise, of the parish of Notre-Dame de Grâce, in the district of Montreal, wife commune en biens of Eustache Prud'homme, junior, farmer, of the same locality, authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;

vs.

The said Eustache Prud'homme, junior,

Defendant.

A suit for separation of property has been instituted in this case, on the thirty first day of January, last, (1887).

LAFLAMME, LAFLAMME, MADORE & CROSS,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 3rd February, 1887. 584

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Richelieu. }

Dame Victorine Thibeault, of the parish of Saint-Zéphirin de Courval, in the district of Richelieu, wife of Jean Gagnon, trader, of the same place, duly authorized by law à ester en jugement for the purposes of these presents,

Plaintiff ;

vs.

Jean Gagnon, trader, of the same place,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

WURTELE & LACROIX,
Attorneys for Plaintiff.

Sorel, 2nd February, 1887. 550

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 82.

Notice is hereby given that Dame Philomène Laurent dite Lortie, of Lachine, wife of Stephens St. Denis, of the same place, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

T. C. DELORIMIER,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 26th January, 1887. 428

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Hyacinthe. }
No. 370.

Dame Hermine Brodeur, of the city and district of Saint Hyacinthe, wife of Damien Chaput, merchant, of the same place, the said dame judicially authorized these presents,

Plaintiff ;

vs.

The said Damien Chaput, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day in this cause.

FONTAINE & ST. JACQUES,
Attorneys for Plaintiff.

Saint Hyacinthe, 22nd January, 1887. 398

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 248.

Malvina Beauchamp, of the city and district of Montreal, wife of Gustave Arthur Lamontagne, merchant, of same place,

Plaintiff ;

vs.

The said Gustave Arthur Lamontagne,

Defendant.

An action for separation of property has been, this day, instituted by plaintiff.

ADAM & DUHAMEL,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, January 19th, 1887. 348

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2488.

Avis est par les présentes donné que Dame Louisa Chamberlain, épouse de William G. Tompkins, de Montréal, a intenté une action pour séparation de biens contre son dit époux.

T. C. DE LORIMIER,
Avocat de la Demanderesse.
Montréal, 27 janvier 1887. 441 3

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 774.

Avis est par les présentes donné que Dame Mary Ann MacKay, de Montréal, épouse de Robert Gair, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

T. C. DE LORIMIER,
Avocat de la Demanderesse.
Montréal, 26 janvier 1887. 425 4

District of Joliette. } *Dans la Cour Supérieure.*
No. 1612.

Dame Delima Martin dit Bernabé, de la ville de Joliette, dans le district de Joliette, épouse de Jean-Baptiste Martel, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs.
Le dit Jean-Baptiste Martel, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause par la demanderesse contre le défendeur.

CHARLAND & TELLIER,
Procureurs de la Demanderesse.
Joliette, 10 janvier 1887. 431 4

Avis de Faillite.

Province of Québec, }
District of Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Narcisse Pilotte, de Wotton Q. Avis est par le présent donné que, le dixième jour de février 1887, par ordre de la cour, nous avons été nommé curateur conjoint des biens du dit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers. Les réclamations doivent être déposées en notre bureau sous un mois.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateur conjoint.
Bureau de Kent & Turcotte,
7, Place d'Armes.
Montréal, 12 février 1887. 637

Canada, }
Province of Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
District of Saint-François. }
AVIS DE CESSION.

Article 765 du Code de Procédure Civile—Bas-Canada.

Edouard Robitaille et Alfred Robitaille, tous deux de la Banlieue de Saint-Sauveur de Québec, dans le district de Québec, manufacturiers de vinaigre, et faisant commerce au lieu susdit, sous le nom et raison de "E. et A. Robitaille," Demandeurs;

vs.
Germain Elzéar Robitaille, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, marchand de marchandises sèches, Défendeur.

Avis est par les présentes donné, que le défendeur Germain Elzéar Robitaille, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, a, le

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
No. 2488.

Notice is hereby given that, Dame Louisa Chamberlain, wife of William G. Tompkins, of Montreal, has instituted an action for separation as to property from her said husband.

T. C. DE LORIMIER,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 27th January, 1887. 442.

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
No. 774.

Notice is hereby given that Dame Mary Ann MacKay, of Montreal, wife of Robert Gair, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

T. C. DE LORIMIER,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 26th January, 1887. 426

District of Joliette. } *In the Superior Court.*
No. 1612.

Dame Delima Martin dit Bernabé, of the town of Joliette, in the district of Joliette, wife of Jean Baptiste Martel, farmer, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs.
The said Jean Baptiste Martel, Defendant.
An action en séparation de corps et de biens has been instituted in this case by the plaintiff against the defendant.

CHARLAND & TELLIER,
Attorneys for Plaintiff.
Joliette, 10th January, 1887. 432 4

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Saint-François. } *Superior Court.*

In the matter of Narcisse Pilotte, Wotton Q. Notice is hereby given that on the tenth day of February, 1887, by order of the court, we were appointed joint curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors. Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint Curator.
Office of Kent & Turcotte,
7, Place d'Armes.
Montreal, 12th February, 1887. 638

Canada, }
Province of Québec, } *In the Superior Court.*
District of Saint-François. }
NOTICE OF ABANDONMENT.

Article 765 of the Code of Civil Procedure—Lower Canada.

Edouard Robitaille and Alfred Robitaille, both of La Banlieue de Saint-Sauveur de Québec, manufacturers of vinegar, doing business together in co-partnership at La Banlieue de Saint-Sauveur de Québec aforesaid, under the name and firm of "E. and A. Robitaille," Plaintiffs;

vs.
Germain Elzéar Robitaille, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint-François, trader, Defendant.

Notice is hereby given, that the defendant Germain Elzéar Robitaille, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint-François, on the

troisième jour de février courant (1887), dans les bureaux du protonotaire de la Cour Supérieure, du dit district de Saint-François, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Daté à Sherbrooke, ce quatrième jour de février 1887.

649

G. L. DeLOTTINVILLE,
Procureur du Défendeur

Dans l'affaire de John O'Neill, de Montréal.

Failli.

Je, soussigné, Archibald W. Stevenson, de la cité de Montréal, comptable licencié, ai été nommé curateur en cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

A. W. STEVENSON,
Curateur.

Montréal, 9 février 1887.

641

ACTE DE FAILLITE DE 1875 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Mulholland & Baker, faillis.

Un dernier bordereau de dividendes a été préparé, et sera sujet à objection jusqu'au huitième jour de mars prochain, après laquelle date les dividendes seront payés.

ARCH. CAMPBELL,
Syndic.

Montréal, 16 février 1887.

687

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 196.

N. Quintal & fils, Demandeurs ;

vs.

J. P. Spenard et L. A. Bédard, Défendeurs.

Avis public est par le présent donné que, le onzième jour de février 1887, nous avons fait un abandon judiciaire de nos biens pour le bénéfice de nos créanciers au bureau du Prothonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal.

J. P. SPENARD,
L. A. BEDARD.

Par C. DESMARTEAU.

Daté à Montréal, ce 11 février 1887. 669

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de S. H. Thompson et al., Demandeurs ;

vs.

Milton Pennington, de la cité de Montréal, Défendeur.

Avis est par le présent donné que, je, soussigné, Milton Pennington, de Montréal susdit, le onzième jour de février A. D. 1887, ai fait un abandon judiciaire de mes biens pour le bénéfice de mes créanciers au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal.

MILTON PENNINGTON.

Daté ce 12e jour de février 1887. 675

Règles de Cour.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure—Montréal.*
No. 487.

Le onzième jour de février mil huit cent quatre-vingt-sept.

Présent :—L'hon. juge MATHIEU.

Dans l'instance de la cité de Montréal, requérante en expropriation sur la rue des Allemands ;

et

N. Préfontaine, commerçant, de Montréal, Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné que la

3

third day of February instant, (1887), in the office of the prothonotary of the Superior Court of the district of Saint Francis, have made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Dated at Sherbrooke, this fourth day of February, 1887.

650

G. L. DeLOTTINVILLE,
Attorney for Defendant.

In the matter of John O'Neill, of Montreal,

insolvent.

I, the undersigned, Archibald W. Stevenson, of the city of Montreal, chartered accountant, have been appointed curator in this matter.

Creditors are requested to file their claims before me within thirty days.

A. W. STEVENSON,
Curator.

Montreal, 9th February, 1887.

642

THE INSOLVENT ACT OF 1875 AND AMENDING ACTS.

In the matter of Mulholland & Baker, Insolvents.

A final dividend sheet has been prepared open to objection until the eighth day of March next, after which dividend will be paid.

ARCH. CAMPBELL,
Assignee.

Montreal, 16th February, 1887.

688

Province of Quebec }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 196.

N. Quintal & Fils, Plaintiffs ;

vs.

J. P. Spenard and L. A. Bedard, Defendants.

Notice is hereby given that, on the eleventh day of February 1887, in the office of the prothonotary of the Superior Court, of the district of Montreal, we have made a judicial abandonment of our property for the benefit of our creditors.

J. P. SPENARD,
L. A. BEDARD.

By C. DESMARTEAU.

Dated this 11th day of February, 1887. 670

Province of Quebec. }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of S. H. Thompson et al., Plaintiffs ;

vs.

Milton Pennington, of the city of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that, I, the undersigned, Milton Pennington, of Montreal aforesaid, on the eleventh day of February A. D. 1887, in the office of the prothonotary of the Superior Court of the district of Montreal, have made a judicial abandonment of my property for the benefit of my creditors.

MILTON PENNINGTON.

Dated this 12th day of February, 1887. 676

Rules of Court.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court—Montreal.*
No. 487.

The eleventh day of February, one thousand eight hundred and eighty seven.

Present :—The Hon. Mr Justice MATHIEU.

In the matter of the city of Montreal, petitioner in expropriation in German street,

and

N. Préfontaine, of Montreal, trader, Indemnitaire.

Public notice is hereby given that the petitioner

requérante a déposé au greffe de cette cour la somme de trois cent quatre-vingt-dix-neuf piastres et quarante-huit centins, prix et compensation de l'immeuble acquis par la dite requérante par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit : deux lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Louis, connus et désignés sous les numéros 755 A. et 755 B, aux plan et livre d'envoi officiels pour le dit quartier Saint-Louis, de cette cité.

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est ordonné que par avis à être inséré deux fois de suite dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous un mois, à compter de la première insertion du dit avis, à défaut de quoi il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

HONEY & GENDRON,
P. C. S.

Bureau du Prothonotaire,
Montréal, 14 février 1887. 653

Province de Québec, } Dans la Cour de Circuit
District de Bedford. } pour le Comté de Shefford.
No. 1382.

Waterloo, 10 février 1887.

Edward Bradford, du township de Granby, dans
le dit comté de Shefford, commerçant,
Demandeur;

vs.

Onésime Fontaine, de la paroisse de Sainte-Cécile
de Milton, dans le comté de Shefford, bourgeois,
Défendeur;

et

Joseph Chartier, fils, du dit township de Granby,
cultivateur, Tiers-saisi.

La cour ordonne que par un avis dans les langues française et anglaise, à être publié deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers du dit Onésime Fontaine, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du greffier de la cour de circuit du comté de Shefford, dans les quinze jours de la date de la première insertion de tel avis, dans la dite Gazette, accompagnées d'un état ou compte assermenté en conformité aux articles 603 et 604 du Code de Procédure Civile.

639

E. SLACK,
D. G. C. C.

Licitation.

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. }

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Arthabaskaville, dans le district d'Arthabaska, le vingt-cinquième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-six, dans une cause dans laquelle Richard Rickaby, de la cité de Minneapolis, dans l'Etat de Minnesota, un des Etats-Unis d'Amérique, menuisier, était demandeur, et Dame Mary Ann Eleonor Wilson *alias* Ellen Wilson, du township d'Inverness, veuve de feu William Rickaby, en son vivant, du dit township d'Inverness, cultivateur, tant en son nom personnel qu'en sa qualité de tutrice dument élue à son enfant mineur Reginald Rickaby, issu de son mariage avec le dit William Rickaby, Robert Rickaby, du dit township d'Inverness, en sa qualité de tuteur dument élu à Ernest Rickaby, enfant mineur issu du mariage du dit feu William Rickaby, avec Dame Sarah Bridget, son épouse, et première

4

hath deposited in the office of the prothonotary of the said court, the sum of three hundred and ninety nine dollars and forty eight cents, being the price and compensation for the property hereinafter described, acquired by said petitioner, by forced expropriation, namely : two pieces of land being and situated in the city of Montreal, in the Saint Louis ward, known and designated under the numbers 755 A and 755 B, on the official plan and book of reference for the said Saint Louis ward, of the said city.

And upon the petition of the said indemnitaire, it is ordered that by a notice to be inserted during two consecutive weeks in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said Superior Court, at Montreal, within one month from the date of the first insertion of said notice, on default whereof proceedings will be had, without respect to any rights they may have.

HONEY & GENDRON,
P. S. C.

Prothonotary's Office,
Montreal, 14th February, 1887. 654

Province of Quebec, } In the Circuit Court for the
District of Bedford. } County of Shefford.
No. 1382.

Waterloo, the 10th February, 1887.

Edward Bradford, of the township of Granby, in
said county of Shefford, trader,
Plaintiff;

vs.

Onésime Fontaine, of the parish of Sainte Cécile
de Milton, in the county of Shefford, yeoman,
Defendant;

and

Joseph Chartier, fils, of said township of Granby,
farmer, Garnishee.

The court doth order that by a notice in the french and english languages to be inserted twice in the *Quebec Official Gazette*, the creditors of the said Onésime Fontaine, the defendant in this cause, who have not already filed their claims be now called upon to file them in this cause, in the office of the clerk of the circuit court of the county of Shefford, within fifteen days of the first insertion of such notice in said Gazette, accompanied by statement or account with proper vouchers in accordance with the 603 and 604 articles of the Code of Civil Procedure.

640

E. SLACK,
D. C. C. C.

Licitation.

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. }

LICITATION.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Arthabaskaville, in the district of Arthabaska, on the twenty fifth day of October, one thousand eight hundred and eighty six, in a cause wherein Richard Rickaby, of the city of Minneapolis, in the State of Minnesota, one of the United States of America, joiner, was plaintiff; and Dame Mary Ann Eleonor Wilson *alias* Ellen Wilson, of the township of Inverness, widow of the late William Rickaby, in his lifetime, of the said township of Inverness, farmer, as well in her own name as in her quality of tutrix duly appointed to her minor child Reginald Rickaby, issue of her marriage with the said William Rickaby, Robert Rickaby, of the said township of Inverness, in his quality of tutor duly appointed to Ernest Rickaby, minor child issue of the marriage of the said William Rickaby, with Dame Sarah Bridget, his

noes, et Emma Rickaby, épouse de Norman Weeks, de Saint Johnsbury, dans l'Etat de Vermont, un des Etats-Unis d'Amérique, et le dit Norman Weeks, en autant que besoin pour autoriser sa dite épouse, étaient défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, savoir :

Le lot numéro neuf, dans le onzième rang du township d'Inverness, étant le lot numéro sept cent neuf (709), aux plan et livre de renvoi officiels du dit township d'Inverness.

Le dit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin, devant la Cour Supérieure, siégeant dans le district d'Arthabaska, cour tenante, au palais de justice, au village d'Arthabaskaville; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahiers des charges déposé au greffe de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe de la dite cour, au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

LAURIER & LAVERGNE,

Avocats du Demandeur.

Arthabaskaville, 16 février 1887. 681

[Première publication, 19 février 1887.]

Province de Québec, } Cour Supérieure.—Mont
District de Montréal. } réel
No. 1109.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, district de Montréal, le douzième (12) jour d'avril mil huit cent quatre-vingt-six (1886), dans une cause dans laquelle David Arthur Lafortune, avocat, de la cité de Montréal, dit district, est Demandeur; et Dame Marie Langevin, épouse séparée quant aux biens de Auguste alias Augustin Varet, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, sont Défendeurs; ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit :

1. Un terrain situé dans le premier rang de la paroisse de Gentilly, district des Trois-Rivières, de sept perches et neuf pieds de front sur un arpent de profondeur; borné en front partie à Guillaume Desrosiers Dargy et partie aux héritiers de feu Joseph Dargy, en profondeur et du côté sud-ouest à Trefflé Chesné, et du côté nord-est à Joseph Gaudet, lequel terrain est connu sous le numéro cent vingt (120), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Gentilly.

2. Une terre située dans le premier rang de la dite paroisse de Gentilly, contenant sept perches et neuf pieds de front sur un arpent de profondeur; et de là la dite terre reprend un arpent et cinq perches de largeur sur vingt-huit arpents de profondeur; borné en front partie à Guillaume Desrosiers Dargy, partie aux héritiers de feu Joseph Desrosiers Dargy et partie à David Poisson et partie à Trefflé Chesné, en profondeur partie à Herménégilde Poisson et partie à Joseph Houde, du côté nord-est partie à Joseph Gaudet et partie à David Mailhot, et du côté sud-ouest partie à Guillaume Desrosiers Dargy et partie aux héritiers de feu Joseph Desrosiers Dargy—avec une petite maison en bois, une grange et un hangar en bon état de réparation, laquelle terre est connue sous le numéro cent vingt-trois (123), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Gentilly.

3. Une terre située dans le quatrième rang de la

first wife, and Emma Rickaby, wife of Norman Weeks, of Saint Johnsbury, in the State of Vermont, one of the United States of America, and the said Norman Weeks, in so far as required to authorize his said wife, were defendants, ordering the licitation of the following immovable, to wit :

Lot number nine, in the eleventh range of the township of Inverness, being lot number seven hundred and nine (709), on the official plan and book of reference of the said township of Inverness.

The said immovable will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, before the Superior Court, sitting in the district of Arthabaska, sitting the court, in the court house, at the village of Arthabaskaville; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of said court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and oppositions for payment must be filed within the six days next, after the adjudications, and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LAURIER & LAVERGNE,

Attorneys for Plaintiff.

Arthabaskaville, 16th February, 1887. 682

[First published, 19th February, 1887.]

Province of Quebec } Superior Court.—Mon-
District of Montreal. } treal.
No. 1109.

LICITATION.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, district of Montreal, on the twelfth (12th) day of April, one thousand eight hundred and eighty six (1886), in a cause wherein David Arthur Lafortune, advocate, of the city of Montreal, said district, is Plaintiff; and Dame Marie Langevin, wife separated as to property from Auguste alias Augustin Varet, of the same place, and the latter to authorize his said wife for the purpose of these presents, are Defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows :

1. A lot of land situate in the first range of the parish of Gentilly, district of Three Rivers, of seven perches and nine feet in front by one arpent in depth; bounded in front partly by Guillaume Desrosiers Dargy and partly by the heirs of the late Joseph Dargy, in depth and on the south west side by Trefflé Chesné, and on the north east side by Joseph Gaudet, which lot of land is known under number one hundred and twenty (120), on the official plan and book of reference of the said parish of Gentilly.

2. A land situate in the first range of the said parish of Gentilly, containing seven perches and nine feet in front by one arpent in depth; then the said land extends to one arpent and five perches in width by twenty eight arpents in depth; bounded in front partly by Guillaume Desrosiers Dargy, partly by the heirs of the late Joseph Desrosiers Dargy and partly by David Poisson and partly by Trefflé Chesné, in depth partly by Herménégilde Poisson and partly by Joseph Houde, on the north east side partly by Joseph Gaudet and partly by David Mailhot, and on the south west side partly by Guillaume Desrosiers Dargy and partly by the heirs of the late Joseph Desrosiers Dargy—with a small wooden house, a barn, and a shed in good state of repair, which land is known under the number one hundred and twenty three (123), on the official plan and book of reference of the said parish of Gentilly.

3. A land situate in the fourth range of the said

dite paroisse de Gentilly, d'environ un arpent et demi de front sur trente arpents de profondeur; et borné en front au chemin de la quatrième concession, en profondeur partie à Moïse Mailhot ou ses représentants, et partie à Pierre Mayrand, père, du côté nord-est à Michel Mailhot ou ses représentants, et du côté sud-ouest à Uldéric Poisson—avec une grange dessus construite, en bon état de réparation, mais bien vieille; il manque une clôture de ligne au côté sud-ouest, il y a quinze arpents de terre défrichée sur la dite terre qui est connue sous le numéro six cent quatre-vingt seize (696), aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Gentilly.

4. La moitié indivise d'un terrain situé en la première concession de la dite paroisse de Gentilly, de trois quarts d'arpent de front sur un arpent de profondeur, connue et désignée sous le numéro cent dix-neuf (119), aux cadastre et plan officiels de la dite paroisse de Gentilly—sans bâtisses.

5. Un terrain vacant situé en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro dix-neuf (19), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie, en la cité de Montréal, contenant quarante pieds de front sur quatre-vingt pieds de profondeur, au coin des rues Ste-Marie et Saint-Ignace.

6. Un terrain situé dans le village de la paroisse de Gentilly, connu sous le numéro cent quatre (104), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Gentilly, de un arpent et sept pieds de front sur un arpent et quinze pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec une maison en bois lambrissée en brique, avec cuisine adjoignant, à deux étages, une grange, un hangar, une écurie, une bergerie, une boutique, une boueannière et une glacière sus-érigés.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGTIÈME JOUR D'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin, dans la salle d'audience de la cour supérieure (troisième division), au palais de justice de la dite cité de Montréal; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et tout opposition afin de conserver devra être produite dans les six jours qui suivront la dite adjudication et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront foroloses du droit de ce faire.

GAGNON & BRUCHESI,

Avocats des Défendeurs,

Montréal, ce 14 février 1887. 647

[Première publication, 19 février 1887.]

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } Cour Supérieure.
No. 502.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que par un jugement de la Cour Supérieure, siégeant dans et pour le district des Trois-Rivières, le vingt-deuxième jour de janvier courant, mil huit cent quatre-vingt-six, dans une cause où Joseph Girard, charron, de la cité des Trois-Rivières, est demandeur; contre Louis Morrisette, peintre, de la dite cité, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur dument élu en justice à ses enfants mineurs Marie Eugénie Morrisette, et Louis Eusèbe Morrisette, défendeur, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement sis et située en la cité des Trois-Rivières, au coin des rues Notre-Dame et Saint-Antoine, et étant le lot No. 724 numéro sept cent vingt-quatre, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite cité des

parish of Gentilly, of about one arpent and a half in front by thirty arpents in depth; and bounded in front by the road of the fourth concession, in depth partly by Moïse Mailhot or his representatives, and partly by Pierre Mayrand, senior, on the north east side by Michel Mailhot or his representatives, and on the south west side by Uldéric Poisson—with a barn thereon erected, in good state of repair, but very old; a line fence is wanting on the south west side, there is fifteen arpents cleared on the said land which is known under number six hundred and ninety six (696), on the official plan and book of reference for the said parish of Gentilly.

4. The undivided half of a lot of land situate in the first concession of the said parish of Gentilly, of three quarters of an arpent in front by one arpent in depth, known and designated under number one hundred and nineteen (119), on the cadastre and official plan of the said parish of Gentilly—without buildings.

5. A vacant lot of land situate in the city of Montreal, known and designated under number nineteen (19), on the official plan and book of reference of Sainte Marie ward, in the city of Montreal, containing forty feet in front by eighty feet in depth, on the corner of Sainte Marie and Saint Ignace streets.

6. A lot of land situate in the village of the parish of Gentilly, known under number one hundred and four (104), on the official plan and book of reference of the said parish of Gentilly, of one arpent and seven feet in front by one arpent and fifteen feet in depth, the whole more or less—with a two story wooden house encased with brick, with a kitchen adjoining, a barn, a shed, a stable, a sheep fold, a work-shop, smoke-house and an ice-house thereon erected.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTIETH day of the month of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon, in the court room of the Superior Court, (third division), at the court house, in the said city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the said prothonotary of the said court, fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and opposition for payment must be filed within the six days next after the adjudication and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

GAGNON & BRUCHESI,

Attorneys for defendants.

Montreal, 14th February 1887. 648

[First published, 19th February 1887.]

Province of Quebec }
District of Three Rivers. } Superior Court.
No. 502.

LICITATION.

Public notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court, sitting in the district of Three Rivers, on the twenty second day of January instant, one thousand eight hundred and eighty six, in a cause wherein Joseph Girard, wheelright, of the city of Three Rivers, is Plaintiff; against Louis Morrisette, painter, of the said city, as well personally, as in his quality of tutor appointed in due course of law to his minor children, Marie Eugénie Morrisette and Louis Eusèbe Morrisette, Defendant; ordering the licitation of the following immovable, to wit:

An emplacement situate and lying in the city of Three Rivers, on the corner of Notre-Dame and Saint Antoine streets, and being lot No. 724 number seven hundred and twenty four, on the official plan and book of reference of the cadastre

Trois-Rivières—avec une maison en brique dessus construite.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'en-
chère et adjugé au plus offrant et dernier enché-
risseur, le SEIZIEME jour d'AVRIL prochain
(1887), cour tenant, dans la salle d'audience de
la dite Cour Supérieure, au palais de justice, en
la cité des Trois-Rivières, dit district, sujet aux
charges, clauses et conditions et réserves indi-
qués au cahier des charges, déposé au bureau du
protonotaire de la dite cour, et toute opposition
afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire
à la dite licitation, devra être déposée au bureau
du protonotaire de la dite cour, au moins quinze
jours avant le jour fixé comme susdit sur la vente
et adjudication; et toute opposition afin de con-
server devra être déposée dans les six jours après
l'adjudication et à défaut par les parties de dépo-
ser les dites oppositions dans les délais prescrits
par le présent, elles seront forecloses du droit de
le faire.

DENONCOURT & HARNOIS,

Procureurs du demandeur.

Trois-Rivières, 24 janvier 1887. 439 2
[Première publication, 5 février 1887.]

for the said city of Three Rivers—with a brick
house thereon erected.

The immovable above described will be put up
to auction and adjudged to the last and highest
bidder, on the SIXTEENTH day of APRIL next,
(1887), sitting the court, in the court room of the
said Superior Court, in the court house, in the city
of Three Rivers, in said district; subject to the
charges, clauses and conditions contained in the
list of charges deposited in the office of the pro-
thonotary of said court; and any opposition to
annul, to secure charges or to withdraw, to be
made to the said licitation, must be filed in the
office of the prothonotary of the said court, fifteen
days at least before the day fixed as aforesaid for
the sale and adjudication, and oppositions for pay-
ment must be filed within the six days next after
the adjudications and failing the parties to file
such opposition within the delays hereby limited,
they will be foreclosed from so doing.

DENONCOURT & HARNOIS,

Attorneys for Plaintiff.

Three Rivers, 24th January, 1887. 440
[First published, 5th February, 1887.]

Province de Québec, }
Ville de Longueuil. }

Avis public est par les présentes donné, par L.
C. Bourgeois, secrétaire-trésorier, que les lots ou
emplacements ci-dessous mentionnés, seront ven-
dus à l'enchère, au bureau du conseil de la ville
de Longueuil, LUNDI, le SEPTIEME jour au
mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-
midi, pour les cotisations municipales et scolaires
et autres charges dues, conformément aux dispo-
sitions de l'acte du parlement de cette province,
44-45 Victoria, chapitre 75, et de l'acte qui
l'amende, 49-50 Victoria, chapitre 47, à moins
que les dites cotisations et autres charges, ainsi
que les frais alors encourus ne soient payés au
moins deux jours avant celui de la vente.

Province of Quebec, }
Town of Longueuil. }

Public notice is hereby given, by L. C. Bourgeois
secretary treasurer, that the lots of land or empla-
cements hereinafter mentioned, shall be sold by
public auction, in the office of the council of the
town of Longueuil, on MONDAY, the SEVENTH
day of the month of MARCH next, at TEN o'clock
in the forenoon, for the municipal and school
taxes and other dues, in conformity with the pro-
visions of the act of parliament of this province,
44-45 Victoria, chapter 75, and the act amending
the same, 49-50 Victoria, chapter 47, unless the
said taxes and other dues, with costs then
incurred be paid at least two days before the day
of said sale.

No. du rôle.—No. of roll.	No. du cadastre. Cadastral number.	Noms.—Names.	Etat.—Occupation.	Rues.—Streets.	Cotisations municipales. Municipal taxes.	Cotisations scolaires. School taxes.	Total dû.—Total due.
125	341-9	J. L. Archambault...	Avocat—Advocate.....	Guilbault.....	5 25	1 25	\$ 6 50
166	246	Madame Glasford...	" ".....	Ste. Elisabeth.....	124 75		124 75
221	174	John L. Marcou.....	Marchand—Merchant..	St. Jean.....	7 44		7 44
459	7-22	Alfred R. Evans.....	Bourgeois—Gentlemen..	Bord de Leau.....	36 82		36 82
572	1-261	Léon A. Globensky.	Compt.—Book-keeper..	Princesse Hélène...	8 50	2 00	10 50

L. C. BOURGEOIS,
Secrétaire-Trésorier de la
Ville de Longueuil.

(Vraie Copie.)

L. C. BOURGEOIS,
Sect.-Trésorier.
Ville de Longueuil, 16 février 1887.

683

L. C. BOURGEOIS,
Secretary Treasurer of the
Town of Longueuil.

(A true copy.)

L. C. BOURGEOIS,
Sec. Treasurer.
Town of Longueuil, 16th February, 1887.

684

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.
Beauce, à savoir: } WILLIAM E. DAPLACE,
No. 970. } du township de Barford,
dans le district de Saint-François, cultivateur et
mécanicien, Demandeur; contre W. W. BECKETT,
de la cité de Sherbrooke, dans le dit district,
Défendeur, savoir:

Quatre lots de terre situés dans le township de Ditchfield, dans le comté de Beauce, et connus sous les numéros vingt-huit (28), vingt-neuf (29), trente (30) et trente et un (31), du deuxième rang du dit township de Ditchfield—circonstances et dépendances.

Ces lots seront vendus séparément.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, en la paroisse de Saint-François de la Beauce, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de mars prochain.

G. O. TASCHEREAU,

Bureau du Shérif, St-Joseph Beauce, 14 janvier 1887. 253 2
[Première publication, 22 janvier 1887.]

Sheriff's Sales.—Beauce.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Saint-François.
Beauce, to wit: } WILLIAM E. DAPLACE,
No. 970. } of the township of Barford,
in the district of Saint Francis, farmer and
machinist, Plaintiff; against W. W. BECKETT,
of the city of Sherbrooke, in the said district,
Defendant, to wit:

Four lots of land situate in the township of Ditchfield, in the county of Beauce, and known under numbers twenty eight (28), twenty nine (29), thirty (30), and thirty one (31), of the second range of the said township of Ditchfield, circumstances and dependencies.

These lots will be sold separately.

To be sold at the registry office of the county of Beauce, in the parish of Saint François de la Beauce, on the TWENTY THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty first day of March next.

G. O. TASCHEREAU,

Sheriff's Office, St. Joseph Beauce, 14th January, 1887. 254
[First published, 22nd January, 1887.]

Ventes par le Shérif.—Beauharnois.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauharnois.
Province de Québec, } SYDNEY CUSHING
District de Beauharnois, } et al., Demandeurs;
No. 166. } contre D. M. CAMERON, Défendeur.

1. Un lot de terre désigné sous le No. 8, du huitième rang du township de Dundee, dans le district de Beauharnois; borné au nord par Barber Reynolds, au sud par la ligne provinciale, à l'est partie par un chemin et partie par Barber Reynolds ou représentants, et à l'ouest par les héritiers ou représentants de Joseph Holbrook, contenant 78 acres, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites.

Sheriff's Sales.—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauharnois.
Province of Québec, } SYDNEY CUSHING
District of Beauharnois, } et al., Plaintiffs;
No. 166. } against D. M. CAMERON, Defendant.

1. A lot of land designated under No. 8, in the eighth range of the township of Dundee, in the district of Beauharnois; bounded to the north by Barber Reynolds, to the south by the provincial line, to the east partly by a road and partly by Barber Reynolds or representatives, and to the west by the heirs or representatives of Joseph Holbrook, containing 78 acres, more or less—with the buildings thereon erected.

2. Un autre lot de terre désigné sous le No. 9, du septième rang du township de Dundee, dit district; borné au nord par Duncan McGregor Moody, au sud et à l'ouest par les représentants de Joseph Holbrook, et à l'est par Barber Reynolds ou représentants, contenant 100 acres, plus ou moins—avec les bâties dessus construites.

La vente des dits immeubles devant être faite sujette à tous droits quelconques, soit en faveur du Gouvernement de la Puissance du Canada, soit en faveur de la tribu indienne de Saint-Régis, en vertu de tous baux ou conventions quelconques intervenus entre le gouvernement canadien ou la dite tribu représentée par ses chefs et le défendeur D. M. Cameron ou ses auteurs, concernant la totalité des immeubles saisis et plus haut décrits, ou partie d'eux.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Huntingdon, au village de Huntingdon, JEUDI, le VINGT-UNIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi. Bref rapportable le trentième jour d'avril aussi prochain.

PHILEMON LABERGE,

Beauharnois, 14 février 1887. Shérif.
[Première publication, 19 février 1887.] 677

Ventes par le Shérif—Bedford.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Vendition Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze ours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du *Bref*.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure pour le Bas-Canada.—District de Montréal.

Bedford, à savoir: } ISIDORE LECLAIRE ET AL.,
No. 2726. } Demandeurs; contre les
terres et tenements de CHARLES JUBINVILLE,
Fils, Défendeur.

Le lot numéro deux cent quatre-vingt-neuf (289), des plan et livre de renvoi officiels du village de Roxton Falls, en le comté de Shefford, en le district de Bedford, contenant une superficie de 7906 pieds—ensemble avec les bâties sus-érigées.

Pour être vendu au bureau du régistrateur pour le comté de Shefford, à Waterloo, en le canton de Shefford et district de Bedford, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour d'avril prochain.

SAMUEL WILLARD FOSTER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburgh, 12 février 1887. 673
[Première publication, 19 février 1887.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit dans et pour le comté de Missisquoi, à Bedford.

Bedford, à savoir: } JOSEPH MAROIS, Deman-
No. 495. } deur; contre les terres et
tenements de THEOPHILE DUFRESNE, Défendeur.

La moitié sud de la moitié nord du lot de terre numéro vingt-trois, dans le septième rang des lots

2. Another lot of land designated under No. 9, in the seventh range of the township of Dundee, in said district; bounded to the north by Duncan McGregor Moody, to the south and to the west by the representatives of Joseph Holbrook, and to the east by Barber Reynolds or representatives, containing 100 acres, more or less—with the buildings thereon erected.

The sale of the said immovables to be made subject to all rights whatever, either in favor of the Government of the Dominion of Canada, either in favor of the indian tribe, at Saint Régis, in virtue of all deeds of lease or arguments whatsoever entered into between the canadian government or the said tribe represented by its chiefs and the defendant D. M. Cameron or his authors, respecting the whole of the immovables seized and above described, or part thereof.

To be sold at the registry office of the county of Huntingdon, in the village of Huntingdon, on THURSDAY, the TWENTY FIRST day of APRIL next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon. The writ returnable on the thirtieth day of April also next.

PHILEMON LABERGE,

Beauharnois, 14th February, 1887. Sheriff.
[First published, 19th February, 1887.] 678

Sheriff's Sales—Bedford.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Vendition Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court for Lower Canada—District of Montreal.

Bedford, to wit: } ISIDORE LECLAIRE ET AL.,
No. 2726. } Plaintiffs; against the lands
and tenements of CHARLES JUBINVILLE, Fils,
Defendant.

Lot number two hundred and eighty nine (289), of the official plan and book of reference of the village of Roxton Falls, in the county of Shefford, in the district of Bedford, containing a superficies of 7906 feet—together with the buildings thereon.

To be sold at the office of the registrar for the county of Shefford, at Waterloo, in the township of Shefford and district of Bedford, on the TWENTIETH day of APRIL next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty fifth day of April next.

SAMUEL WILLARD FOSTER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburgh, 12th February, 1887. 674
[First published, 19th February, 1887.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court in and for the county of Missisquoi, at Bedford.

Bedford, to wit: } JOSEPH MAROIS, Plaintiff;
No. 495. } against the lands and tenements of THEOPHILE DUFRESNE, Defendant.

The south half of the north half of the lot of land number twenty three, in the seventh range

du canton de Brome, supposée contenir cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins — ensemble avec les bâties sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue au bureau du registrateur pour le comté de Brome, à Knowlton, en le canton de Brome et district de Bedford, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour d'avril prochain.

SAMUEL WILLARD FOSTER.

Bureau du Shérif. Shérif.
Sweetsburgh, 12 février 1887. 671
[Première publication, 19 février 1887.]

Ventes par le shérif.—Gaspé.

LE PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnées ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le registraire n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exposita*, doivent être déposés au bureau du sous-ségreffaire, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bef.

FLEUR FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—Comté de Gaspé.

Percé, à savoir: } GERVASE LEGROS ET AL.,
No. 253. } Demandeurs; contre
EDOUARD TRACHY, SENIOR, Défendeur.

1. Un lot de terre situé dans le canton de Percé, dans le comté de Gaspé, à l'endroit appelé "North Beach"; borné en front par la mer, en arrière par le chemin de la Reine, au nord par les représentants de Nicholas Bourget, et au sud par Odilon Bernier—avec une maison, une grange et autres améliorations dessus construites, circonstances et dépendances.

2 Tout ce morceau ou lopin de terre de forme irrégulière, situé au dit canton de Percé, à "North Beach" susdit, désigné au plan officiel du dit canton, sous le nom de "lot C"; borné en front par le chemin de la Reine, en arrière par Prudent Leblanc et Henri Paradis, au nord par un chemin conduisant à un endroit appelé "La Coulée," et au sud par Odilon Bernier—circonstances et dépendances.

3. Le lot numéro "Z" de forme irrégulière, situé au village de Percé, au lieu appelé, "La Coulée"; borné au nord par un chemin conduisant aux propriétés de Julien McGennia et Pierre Lévesque, à l'ouest par la Fabrique de Saint-Michel de Percé, au sud par les terres de la Couronne, et à l'est par Joseph Simoneau.

4. Un certain lot de terre de forme irrégulière, contenant environ douze arpents en superficie, étant partie du lot No. 1, dans le dit village de Percé; borné au nord par Charles Robin & Cie., à l'ouest, au sud et à l'est par la Fabrique de Saint-Michel de Percé.

Pour être vendus au bureau du registrateur de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, **MERCREDI**, le **DEUXIEME** jour de **MARS** prochain (1887), à **ONZE** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'avril 1887.

L. Z. JONCAS,

Bureau du Shérif, Shérif.
Percé, 17 décembre 1886. 4121 3
(Première publication 24 décembre 1886).

of lots in the township of Brome, supposed to contain fifty acres of land in superficies, be the same, more or less—together with the buildings and improvements thereon made.

To be sold at the office of the registrar for the county of Broome, at Knowlton, in the township of Broome and district of Bedford, on the TWENTY SIXTH day of APRIL next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable in the thirtieth day of April next.

SAMUEL WILLARD FOSTER.

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburgh, 12th February, 1887. 672
[First published, 19th February, 1887.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler* *afin de distraire*, *afin de charger* or other opposition to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—County of Gaspé.

Percé, to wit : { GERVASE LEGROS ET AL.,
No. 253. } Plaintiffs; against EDOUARD
TRACHY, SENIOR, Defendant.

1. A lot of land situate in the township of Percé, in the county of Gaspé, at the place called "North Beach"; bounded in front by the sea, in rear by the Queen's highway, to the north by the representatives of Nicholas Bourget, and to the south by Odilon Bernier—with a house, a barn and other improvements thereon erected and made, circumstances and dependencies.

2. The whole of that piece or parcel of land, of irregular outline, situate in the said township of Percé, at "North Beach" aforesaid, designated on the official plan of the said township, under the name of "Lot C"; bounded in front by the Queen's highway, in rear by Prudent Leblanc and Henri Paradis, to the north by a road leading to a place called "La Coulée," and to the south by Odilon Bernier—circumstances and dependencies.

3. Lot number " Z " of irregular outline, situate in the village of Percé, at the place called " La Conlée " ; bounded to the north by a road leading to the property belonging to Julien McGennis and Pierre Lévesque, to the west by the Fabrique of Saint Michel de Percé, to the south by the Crown Lands and to the east by Joseph Simoneau.

4. A certain lot of land of irregular outline, containing about twelve arpents in superficies, being part of lot No. 1, in the said village of Percé; bounded to the north by Charles Jobin & Cie., to the west, to the south and to the east by the Fabrique of Saint Michel de Percé.

To be sold at the office of the registrar for the registration division of Gaspé, at Percé, on WEDNESDAY, the SECOND day of MARCH next (1887), at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of April, 1887.

L. Z. JONCAS.

Sheriff's Office,
Perceé, 17th December, 1886.
[First published. 24th December. 1886.]

Ventes par le Shérif.—Iberville.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 70 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après l'apparition du Bref.

ALIAS FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Canada, } **JEAN-BAPTISTE BORNAIS**, Demandeur ;
Province de Québec, } contre **CHARLES ARPIN**,
District d'Iberville, } Défendeur.
No. 1577.

1. Deux tiers ($\frac{2}{3}$) indivis dans un lot de terre connu comme le lot numéro deux cent quatre-vingt-dix, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, au côté ouest de la rue Jacques-Cartier—avec maison et autres bâties et érigées, de la contenance de soixante et douze pieds de front sur cent quarante-quatre pieds de profondeur.

2. Les lots de terre connus et désignés aux dits plan et livre de renvoi officiels comme les lots numéros mille un (1001) et mille deux A (1002) A—avec une bâtisse en briques servant comme manufacture de chaussures et autres bâties et érigées, situés au côté nord de la rue Saint-Jacques, en la dite ville de Saint-Jean.

3. Deux tiers ($\frac{2}{3}$) indivis dans un lot de terre connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels comme le lot numéro sept cent seize (No. 716)—avec bâties ci-dessus érigées, situées au côté ouest de la rue Albert, en la dite ville de Saint-Jean.

Pour être vendus en mon bureau, dans le palais de justice en la ville de Saint-Jean, le VINGT-CINQUIÈME jour de FÉVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de février prochain.

CHS. NOLIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 21 décembre 1886. 4157 3
[Première publication, 24 décembre 1886.]

VENDITIONI EXPONAS

Cour Supérieure—District de Montréal.

Saint-Jean à savoir : } **THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA**, Demanderesse ; contre **JEAN-BAPTISTE MONBLEAU et al.**, Défendeurs ; et Wilfrid Brosseau, opposant.
No. 1751.

1. Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Cyprien, dans le comté de Napierville, dans le district d'Iberville, étant le lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Cyprien, sous le No. 541, le dit lot étant de forme irrégulière, contenant deux cent acres de terre en superficie, plus ou moins ; borné en front par la propriété de Jean-Bte. Giroux, en arrière par la propriété de Julien Grégoire, d'un côté par la rivière Montréal, et de l'autre côté par J. Bte. Patenaude—sans bâties.

2. Ce certain morceau de terre situé en la dite paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, au côté de la petite rivière Montréal, étant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro

Sheriff's Sales.—Iberville.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions to annul, to distrain, to charge, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

ALIAS FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Montreal.

Canada, } **JEAN BAPTISTE BORNAIS**, Plaintiff; against
Province of Quebec, } **CHARLES ARPIN**, De-
District of Iberville, } fendant.
No. 1577.

1. Two thirds ($\frac{2}{3}$) undivided in a lot of land known as the lot number two hundred and ninety, of the official plan and book of reference of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, on the west side of Jacques Cartier street—with a house and other buildings thereon erected, containing seventy two feet in front by one hundred and forty four feet in depth.

2. The lots of land known and designated on the said official plan and book of reference as lots numbers one thousand and one (1001) and one thousand and two A (1002 A)—with a brick building used as boots and shoe manufacture and other buildings thereon erected, situated on the north side of Saint James street, in the said town of Saint Johns.

3. Two thirds ($\frac{2}{3}$) undivided in a lot of land known and designated on the said plan and book of reference as lot number seven hundred and sixteen (716)—with buildings thereon erected, situated on the west side of Albert street, in the said town of Saint Johns.

To be sold in my office, in the Court House, in the town of Saint Johns, on the TWENTY FIFTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the twenty fifth day of February next.

CHS. NOLIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Johns, 21st December, 1886. 4158
[First published, 24th December, 1886.]

VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court—District of Montreal.

Saint John's to wit : } **THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA**, Plaintiff; against **JEAN BAPTISTE MONBLEAU et al.**, Defendants; and Wilfrid Brosseau, opposant.
No. 1751.

1. A parcel of land situate in the parish of Saint Cyprien, in the county of Napierville, in the district of Iberville, being the lot known on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Cyprien, under No. 541, the said lot being of irregular outline, containing two hundred acres of land in superficies, more or less ; bounded in front by the property belonging to Jean Bte. Giroux, in rear by the property belonging to Julien Grégoire, on one side by the river Montreal, and on the other side by J. Bte. Patenaude—without buildings.

2. A certain parcel of land situate in the said parish of Sainte-Marguerite de Blairfindie, on east side of Little River Montreal, being part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, under number

trois-cent-quatorze (314), contenant deux arpents de largeur sur trente-cinq arpents de profondeur, plus ou moins; borné en front par la dite rivière, en arrière par la propriété de Calixte Bouchard, d'un côté par l'autre partie du dit lot No. 314, la propriété de Henri Remillard, et de l'autre côté par la propriété de de Alexandre Brosseau—avec une maison et autres bâties dessus construites.

Pour être vendu le lot de terre en premier lieu décrit, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Cyprien, le VINGT-DEUXIEME jour de FÉVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi; et le lot de terre en second lieu décrit, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, le dit VINGT-DEUXIEME jour de FÉVRIER, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour d'avril prochain.

CHS. NOLIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint Jean, 31 janvier 1887. 467
[Première publication, 5 février 1887.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le present donne que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepte dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Kamouraska, à savoir: } **POLYCARPE OUEL-**
No. 847. } **LET**, cultivateur, de
la paroisse de Saint-Louis de Kamouraska, Deman-
deur; contre **CYRIAC THIBAUT**, père, aussi
cultivateur, du même lieu, Défendeur, c'est-à-
savoir:

Une terre sise et situé en la paroisse de Saint-Louis de Kamouraska, de deux arpents et huit perches de front sur trente-cinq arpents et cinq perches de profondeur, et connue aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Louis de Kamouraska, sous le numéro deux cent trente-cinq (235); borné au nord et au sud-ouest à Johnny Thibault, au sud à la ligne limitative qui sépare Saint-Louis de Kamouraska et Saint-Paschal, et au nord-est aux représentants de Jean-Baptiste LeBel—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis de Kamouraska, SAMEDI, le VINGT-SIXIEME jour de FÉVRIER prochain, à ONZE heures avant-midi. Bref rapportable le vingt-huitième jour du même mois.

F. A. SIROIS,
Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 21 décembre 1886. 4137 3
[Première publication, 24 décembre 1886.]

three hundred and fourteen (314), containing two arpents in width by thirty five arpents in depth, more or less; bounded in front by the said river, in rear by the property belonging to Calixte Bouchard, on one side by the other portion of said lot No. 314, belonging to Henri Remillard, and on the other side by the property belonging to Alexandre Brosseau—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold the lot of land firstly described, at the parochial church door of the parish of Saint Cyprien on the TWENTY SECOND day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon; and the lot of land secondly described, at the parochial church door of the parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, on the said TWENTY SECOND day of FEBRUARY, at ONE o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the twenty seventh day of April next.

CHS. NOLIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Jean, 31st January, 1887. 468
[First published, 5th February, 1887.]

Sheriff's Sales.—Kamouraska.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and INTERESTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other* oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; opposition *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Kamouraska, to wit: } **POLYCARPE OUELLET**,
No. 847. } **farmer**, of the parish of
Saint Louis de Kamouraska, Plaintiff; against
CYRIAC THIBAUT, senior, also farmer, of the
same place, Defendant, to wit:

A land situate and lying in the parish of Saint-Louis de Kamouraska, of two arpents and eight perches in front by thirty five arpents and five perches in depth, and known on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Louis de Kamouraska, under number two hundred and thirty five (235); bounded to the north and to the south west by Johnny Thibault, to the south by the limitary line which separates Saint Louis de Kamouraska from Saint Paschal, and to the north east by the representatives of Jean Baptiste LeBel—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Louis de Kamouraska, on SATURDAY, the TWENTY SIXTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The writ returnable on the twenty eighth day of the same month.

F. A. SIROIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 21st December, 1886. 4138
[First published, 24th December, 1886.]

Ventes par le Shérif—Montréal.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toute opposition afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

Cour Supérieure.

IN RE :

Montréal, à savoir : } MAURILE BESNER, de
No. 92. } la paroisse de Sainte-Justine de Newton, dans le comté de Vaudreuil, Failli; et AMBROSE L. KENT et ALPHONSE TURCOTTE, tous deux comptables et liquidateurs, de la cité de Montréal, dûment nommés curateurs conjoints aux biens du dit Failli, dûment autorisés pour les fins de la saisie et vente des immeubles ci-après décrits et requérant icelle, vente tant en vertu de l'article 772 du code de procédure civile pour le Bas-Canada, tel qu'amendé par l'acte 48 Vict., chap. 22, section 6, que par jugement en date du quatorze février courant, rendu par l'honorable juge Mathieu, un des juges de la dite Cour Supérieure, les dits immeubles décrits comme suits dans la cédule marquée A, annexée au warrant du dit curateur, à savoir :

1. Un terrain de forme irrégulière, situé dans la paroisse de Sainte-Marthe, comté de Vaudreuil, district de Montréal, faisant front sur le chemin public de Sainte-Julie, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marthe, comté de Vaudreuil, district de Montréal, sous le numéro (1) un—avec les bâtisses sus-érigées.

2. Un autre terrain situé au même lieu, aussi de forme irrégulière, faisant front sur le dit chemin de Sainte-Julie, connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marthe, comté de Vaudreuil, district de Montréal, sous le numéro deux (2)—avec les bâtisses sus-érigées.

3. Un lot de terre de forme irrégulière, situé dans la paroisse de Sainte-Justine de Newton, district de Montréal, étant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Justine, township de Newton, comté de Vaudreuil, district de Montréal, sous le numéro cent cinquante-sept (157), formant un triangle avec la ligne qui sépare les susdites paroisses de Sainte-Marthe et de Sainte-Justine de Newton, et dont la base du dit triangle est borné par le lot numéro (156) cent cinquante-six.

4. Un terrain situé au même lieu, de forme irrégulière, faisant partie du lot numéro cent cinquante-cinq (155), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Justine, township de Newton, comté de Vaudreuil, district de Montréal; borné au nord-est par la ligne de division entre la paroisse de Sainte-Justine de Newton et la paroisse de Sainte-Marthe, au nord-ouest par une route de montée, au sud-est par le numéro cent cinquante-six, des susdits plan et livre de renvoi officiels et par la ligne de division seigneuriale, et au sud-ouest par un cours d'eau verbalisé —avec les bâtisses sus-érigées.

Sheriff's Sales.—Montreal.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are requested to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next proceeding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

Superior Court

IN RE :

Montreal, to wit : } MAURILE BESNER, of
No. 92. } the parish of Sainte-Justine de Newton, in the county of Vaudreuil, Insolvent; and AMBROSE L. KENT and ALPHONSE TURCOTTE, both accountants and liquidators, of the city of Montreal, duly appointed joint curators to the estate of the said insolvent, duly authorized for the purposes of the seizure and sale of the immovables hereinafter described, and requiring such sale as well in virtue of article 772 of the code of civil procedure for Lower Canada, as amended by the act 48 Vict., ch. 22, sec. 6, as by judgment of the fourteenth February instant, rendered by the honorable judge Mathieu, one of the judge of said honorable Court, the said immovables described as follows in the schedule marked A, annexed to the warrant of the said curator, to wit :

1. A lot of land of irregular outline, situate in the parish of Sainte Marthe, county of Vaudreuil, district of Montreal, fronting on the public road of Sainte Julie, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Marthe, county of Vaudreuil, district of Montreal, under number one (1)—with buildings thereon erected.

2. Another lot of land situate in the same place, also of irregular outline, fronting on the said Sainte Julie road, known and designated on the aforesaid official plan and book of reference of the parish of Sainte Marthe, county of Vaudreuil, district of Montreal, under number two (2)—with buildings thereon erected.

3. A lot of land of irregular outline, situate in the parish of Sainte Justine de Newton, district of Montreal, being known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Justine, township of Newton, county of Vaudreuil, district of Montreal, under number one hundred and fifty seven (157), forming a triangle with the line which separates the aforesaid parish of Sainte Marthe and of Sainte Justine de Newton, and of which the base of the said triangle is bounded by lot number one hundred and fifty six (156).

4. A lot of land situate in the same place, of irregular outline, forming part of lot number one hundred and fifty five (155), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Justine, township of Newton, county of Vaudreuil, district of Montreal; bounded to the north east by the division line between the parish of Sainte Justine de Newton and the parish of Sainte Marthe, to the north west by a by-road *montée*, to the south east by number one hundred and fifty six, on the aforesaid official plan and book of reference, and by the seigniorial division line, and to the south west by a verbalized water-course—with the buildings thereon erected.

Pour être vendus comme suit, savoir : Lots numérotés un et deux (1 et 2 paragraphes), à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Marthe, le HUITIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi ; et les lots numérotés trois et quatre (3 et 4 paragraphes), le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Justine de Newton.

PIERRE J. O. CHAUVEAU, Shérif.
Bureau du Shérif, 699
Montréal, 17 février 1887.
[Première publication, 19 février 1887.]

Ventes par le Shérif.—Québec.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze ours qui précéderont immédiatement le jour de la vente : les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **LA CORPORATION DE LA**
No. 1823. } **CITE DE QUEBEC** ; contre **ULRIC ANTOINE BELANGER**, de la paroisse de Beauport, en le comté et district de Québec, médecin, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs issus du mariage de feu Gilbert Honoré Larue, en son vivant, de la cité de Québec, avec feu Elizabeth Archer, son épouse, à savoir :

1^o Le lot No. 2912, du cadastre officiel du quartier du Palais, de la cité de Québec, étant un emplacement de vingt-deux pieds et quatre pouces de front sur la rue St-Flavien, sur cinquante-et-un pieds et deux pouces de profondeur ; borné à l'ouest par le No. 2907, au nord par le No. 2913, et au sud par le No. 2911, du dit cadastre—avec bâtisses et aussi droit de passage dans le passage qui communique à la rue Christie, en arrière du dit lot No. 2911. Sujet à une rente constituée de quatre-vingt-seize piastres, payable à l'Hôpital Générale de Québec, en deux paiements égaux et semi-annuels le 4 avril et le 4 octobre de chaque année.

2^o Le lot No. 2976, du cadastre officiel du quartier du Palais, de la cité de Québec, étant un emplacement de vingt pieds et dix pouces de front sur la rue Couillard, sur soixante et trois pieds et dix pouces de profondeur, le dit lot s'élargissant en gagnant vers le nord, et mesurant mille sept cent sept pieds en superficie ; borné à l'est par le No. 2975, à l'ouest par le No. 2977, et au nord par le No. 3035 du dit cadastre—avec bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Québec, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le deuxième jour de mai prochain.

ALLEYN & PAQUET, Shérif.
Bureau du Shérif, 689
Québec, 17 février 1887.
[Première publication, 19 février 1887.]

To be sold as follows, to wit : lots numbers one and two (1 and 2 paragraphs), at the parochial church door of the parish of Sainte Marthe, on the EIGHTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon ; and lots numbers three and four (3 and 4 paragraphs), on the SAME DAY, at TWO o'clock in the afternoon, at the parochial church door of the parish of Sainte Justine de Newton.

PIERRE J. O. CHAUVEAU, Sheriff.
Sheriff's Office, 700
Montreal, 17th February, 1887.
[First published, 19th February, 1887.]

Sheriff's Sales.—Quebec.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other oppositions* to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Québec, to wit : } **THE CORPORATION OF THE**
No. 1823. } **CITY OF QUEBEC** ; against **ULRIC ANTOINE BELANGER**, of the parish of Beauport, in the county and district of Québec, physician, in his quality of tutor to the minors children, issue of the marriage of the late Gilbert Honoré Larue, in his lifetime, of the city of Québec, with the late Elizabeth Archer, his wife, to wit :

1^o Lot No. 2912, of the official cadastre for Palace ward, of the city of Québec, being an emplacement of twenty two feet and four inches in front on Saint Flavien street, by fifty one feet and two inches in depth ; bounded to the west by No. 2907, to the north by No. 2913, and to the south by No. 2911, of said cadastre—with buildings and also the right of passage in the passage which communicates with Christie street, in rear of said lot No. 2911. Subject to a constituted rent of ninety six dollars, payable to the General Hospital of Québec, in two equal and semi annual payments, on the 4th of April and on the 4th of October in each year.

2^o Lot No. 2976, of the official cadastre for Palace ward, of the city of Québec, being an emplacement of twenty feet and ten inches in front on Couillard street, by sixty three feet and ten inches in depth, the said lot widening towards the north and measuring one thousand seven hundred and seven feet in superficies ; bounded to the east by No. 2975, to the west by No. 2977, and to the north by No. 3035, of said cadastre—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the second day of May next.

ALLEYN & PAQUET, Sheriff.
Sheriff's Office, 690
Quebec, 17th February, 1887.
[First published, 19th February, 1887.]

VENDITIONI EXPONAS.

Québec, à savoir : } **LA SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION PERMANENTE DE LEVIS**, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires en la ville de Lévis; contre **JEAN SAMSON**, ingénieur, du village de Bienville, à savoir :

Le No. 161, du cadastre officiel du village de Bienville, étant un emplacement situé en la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, contenant quarante pieds de front sur deux cents pieds de profondeur, plus ou moins; borné au nord à Thomas Barras, au sud à Charles Samson, au sud-ouest à Pierre Sanschagrin—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de la Victoire, le **PREMIER** jour de **MARS** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le seizième jour de mars prochain.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Québec, 3 février 1887. 501 2
[Première publication, 5 février 1887]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit.

Québec, à savoir : } **GUILLAUME AMYOT ET THOMAS CHASE CASGRAIN**, tous deux de la cité de Québec, écuyers, avocats, et ci-devant associés et comme tel pratiquant en la cité de Québec, sous les noms et raison de Amyot et Casgrain; contre **THOMAS WALKER**, de la paroisse de Saint-Patrice de Beaurivage et autres, à savoir :

Le No. 359, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Patrice de Beaurivage, étant un emplacement, situé concession chemin Craigs West, de forme irrégulière; borné vers le nord et vers l'ouest par le No. 358, et vers l'est par le chemin public, vers le sud par le No. 360, du dit cadastre, contenant un arpent en superficie—avec maison et autres bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Patrice de Beaurivage, le **VINGT-CINQUIÈME** jour de **FEVRIER** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour de mars 1887.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Québec, 23 décembre 1886. 4189 3
[Première publication, 24 décembre, 1886]

FIERI FACIAS.

Circuit of Québec.

Québec, à savoir : } **JOHN ROBERT SOMERVILLE**, de la ville de Saint Johnsbury, dans le Vermont, marchand; contre **ANDREW BROWN SOMERVILLE** et **MARY ANN SOMERVILLE**, tous deux du canton de Leeds et autres, *es-qualité*, à savoir :

1^o Lot No. 403, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Patrice de Beaurivage, étant l'arrière-moitié du lot de terre numéro cinq, dans la concession de New-Armagh, de trois arpents de front sur quinze arpents de profondeur, plus ou moins; borné en front par la moitié du front du dit lot No. 5, en arrière par la ligne seigneuriale, au sud-est par le lot No. 4, et au nord-ouest par le lot No. 6—avec bâtisses.

2^o Lot No. 406, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Patrice de Beaurivage, étant l'arrière-moitié du lot No. 6, de la concession de New Armagh, de trois arpents de front sur quinze arpents de profondeur, plus ou moins; borné en front par la moitié du front du dit lot No. 6, en arrière par la ligne seigneuriale, vers le sud-est par le lot No. 5, et vers le nord-ouest par le lot No. 7, de la dite concession—avec bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Patrice de Beaurivage, le **VINGT**

VENDITIONI EXPONAS.

Québec, to wit : } **LA SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION PERMANENTE DE LEVIS**, a body politic and corporate having its chief office of business in the town of Lévis; against **JEAN SAMSON**, engineer, of the village of Bienville, to wit :

The lot No. 161, of the official cadastre for the village of Bienville, being an emplacement situate in the parish of Notre-Dame de la Victoire, containing forty feet in front by two hundred feet in depth, more or less; bounded to the north by Thomas Barras, to the south by Charles Samson, to the south west by Pierre Sanschagrin—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame de la Victoire, on the **FIRST** day of **MARCH** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixteenth day of March next.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office, Québec, 3rd February, 1887. 502
[First published, 5th February, 1887.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court

Québec, to wit : } **GUILLAUME AMYOT AND THOMAS CHASE CASGRAIN**, both of the city of Québec, esquires, advocates, and heretofore in partnership and as such practising in the city of Québec, under the name and firm of Amyot and Casgrain; against **THOMAS WALKER**, of the parish of Saint Patrice de Beaurivage, and others, to wit :

No. 359, of the official cadastre of the parish of Saint Patrice de Beaurivage, being an emplacement situate in the concession West Craigs road, of irregular outline; bounded towards the north and towards the west by No. 358, and towards the east by the public road, towards the south by No. 360, of said cadastre, containing one arpent in superficies—with house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Patrice de Beaurivage, on the **TWENTY FIFTH** day of **FEBRUARY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighteenth day of March, 1887.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Québec, 23rd December, 1886. 4190
[First published, 24th December, 1886.]

FIERI FACIAS.

Circuit of Québec.

Québec, to wit : } **JOHN ROBERT SOMERVILLE**, of the town of Saint Johnsbury, in Vermont, merchant; against **ANDREW BROWN SOMERVILLE** and **MARY ANN SOMERVILLE**, both of the township of Leeds and others, *es-qualité*, to wit :

1^o Lot No. 403, of the official cadastre of the parish of Saint Patrick's of Beaurivage, being the rear half of lot of land number five, in the concession of New Armagh, of three arpents in front by fifteen arpents in depth, more or less; bounded in front by the front half of said lot No. 5, in rear by the seigniorial line, to the south east by lot No. 4, and towards the north west by lot No. 6—with buildings.

2^o Lot No. 406, of the official cadastre of the parish of Saint Patrick's of Beaurivage, being the rear half of lot No. 6, of the concession New Armagh, of three arpents in front by fifteen arpents in depth, more or less; bounded in front by the front half of said lot No. 6, in rear by the seigniorial line, towards the south east by lot No. 5, and towards the north west by lot No. 7, of said concession—with buildings.

To be sold at the parochial church door of Saint Patrick's of Beaurivage, on the **TWENT**

SIXIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le troisième jour de mars prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif.

Québec, 23 décembre 1886.

[Première publication, 24 décembre 1886.]

Shérif.

4187 3

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **D** A N S une cause où
No. 438. } **D** O N A L D M C L E A N
STEWART, de la cité de Montréal, commis, et
LOUISA ANN STEWART, de la cité de Québec,
fille majeure, tous deux en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Donald McLean Stewart, en son vivant, de la cité de Québec, gentilhomme, étaient Demandeurs; et DAME GENEVIEVE DROUIN, de la paroisse de Sainte-Pétronille, Isle d'Orléans, et épouse séparée de biens de Pierre Plante, de la dite paroisse, pilote, et le dit PIERRE PLANTE, afin d'assister et autoriser sa dite épouse, étaient Défendeurs. Les dits Donald McLean Stewart et Louisa Ann Stewart, les dits Demandeurs contre la dite Défenderesse Dame Geneviève Drouin, à savoir:

1° Le No. 123, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Pétronille, Isle d'Orléans, comté de Montmorency, étant un lot de terre situé au bout de la dite Isle, contenant dix-neuf perches en superficie; borné au nord au chemin Royal, au sud au No. 136, à l'est au No. 124, et à l'ouest au Nos. 142, 143, 144 et 145, du dit cadastre.

2° Le No. 124, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Pétronille, Isle d'Orléans, comté de Montmorency, étant un lot de terre situé au bout de la dite Isle, contenant vingt-six perches en superficie; borné au nord au chemin Royal, au sud au No. 136, à l'est au No. 125, et à l'ouest au No. 123, du dit cadastre—avec bâtisses.

3° Le No. 134, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Pétronille, Isle d'Orléans, comté de Montmorency, étant un lot de terre situé au bout de la dite Isle, contenant vingt-cinq perches en superficie; borné au nord-ouest à un chemin projeté, au sud et au sud-ouest au No. 133, et au nord-est au No. 131, du dit cadastre—avec bâtisses.

4° La partie sud du No. 135, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Pétronille, Isle d'Orléans, comté de Montmorency, étant un lot de terre situé au bout de la dite Isle, contenant 34.04 perches en superficie; borné au sud par un chemin projeté, au nord-est au No. 86, au nord-ouest à l'autre partie du dit No. 135, et à l'ouest aux Nos. 137 et 138, du dit cadastre—avec bâtisses.

5° La partie nord du No. 136, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Pétronille, Isle d'Orléans, comté de Montmorency, étant un lot de terre situé au bout de la dite Isle, contenant 16.71 perches en superficie; borné au nord par les Nos. 123 et 124, au sud au reste du dit No. 136, à l'est au No. 86, et à l'ouest aux Nos. 142, 141 et 140, du dit cadastre.

6° Le No. 142, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Pétronille, Isle d'Orléans, comté de Montmorency, étant un lot de terre situé au bout de la dite Isle, contenant 4 perches et 108 pieds en superficie; borné au nord-ouest au No. 143, au sud-est au No. 141, au nord-est aux Nos. 136 et 123 du dit cadastre, et au sud-ouest au chemin Royal; les susdits No. 142 et partie du No. 136 pour être vendu en un seul et même lot.

7° La partie nord du No. 140, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Pétronille, Isle d'Orléans, comté de Montmorency, étant un lot de terre situé au bout de la dite Isle, contenant en superficie 1-80 perches; borné au nord-ouest au No. 141, au sud-est au reste du dit No. 140, au nord-

day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the third day of March next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office.

Quebec 23rd December, 1886.

[First published, 24th December, 1886.]

Sheriff.

4188

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } **I** N a cause wherein DONALD
No. 438. } **M** C L E A N STEWART, of the
city of Montreal, clerk, and L O U I S A A N N
STEWART, of the city of Quebec, spinster, both
in their quality of testamentary executors of the
last will and testament of the late Donald McLean
Stewart, in his lifetime, of the city of Quebec,
gentleman, were Plaintiffs; and D A M E G E N E -
VIEVE DROUIN, of the parish of Sainte Pétronille,
Island of Orleans, and wife separated as to
property of Pierre Plante, of the said parish,
master mariner, and the said P I E R R E P L A N T E,
to assist and authorise his said wife, were Defen-
dants. The said Donald McLean Stewart and
Louisa Ann Stewart, the said Plaintiffs against the
said Defendant Dame Geneviève Drouin, to wit:

1° No. 123, of the official cadastre of the parish of Sainte Pétronille, Island of Orleans, county of Montmorency, being a lot of land situate at the end of the said Island, containing nineteen perches in superficies; bounded to the north by the Queen's highway, to the south by No. 136, to the east by No. 124, and to the west by Nos. 142, 143, 144 and 145, of said cadastre.

2° No. 124, of the official cadastre of the parish of Sainte Pétronille, Island of Orleans, county of Montmorency, being a lot of land situate at the end of the said Island, containing twenty-six perches in superficies; bounded to the north by the Queen's highway, to the south by No. 136, to the east by No. 125, and to the west by No. 123, of said cadastre—with buildings.

3° No. 134, of the official cadastre of the parish of Sainte Pétronille, Island of Orleans, county of Montmorency, being a lot of land situate at the end of the said Island, containing twenty-five perches in superficies; bounded to the north west by a projected road, to the south and to the south west by No. 133, and to the north east by No. 131, of said cadastre—with buildings.

4° The south portion of No. 135, of the official cadastre of the parish of Sainte Pétronille, Island of Orleans, county of Montmorency, being a lot of land situate at the end of the said Island, containing 34.04 perches in superficies; bounded to the south by a projected road, to the north east by No. 86, to the north west by the other portion of said No. 135, and to the west by Nos. 137 and 138, of said cadastre—with buildings.

5° The north portion of No. 136, of the official cadastre of the parish of Sainte Pétronille, Island of Orleans, county of Montmorency, being a lot of land situate at the end of the said Island, containing 16.71 perches in superficies; bounded to the north by Nos. 123 and 124, to the south by the remainder of said No. 136, to the east by No. 86, and to the west by Nos. 142, 141 and 140, of said cadastre.

6° No. 142, of the official cadastre of the parish of Sainte Pétronille, Island of Orleans, county of Montmorency, being a lot of land situate at the end of the said Island, containing 4 perches and 108 feet in superficies; bounded to the north west by No. 143, to the south east by No. 141, to the north east by No. 136 and 123 of said cadastre, and to the south west by the Queen's highway. The aforesaid No. 142 and part of No. 136 to be sold in one and the same lot.

7° The north portion of No. 140, of the official cadastre of the parish of Sainte Pétronille, Island of Orleans, county of Montmorency, being a lot of land situate at the end of the said Island, containing in superficies 180 perches; bounded to the north west by No. 141, to the south east by

est au No. 136, du dit cadastre, et au sud-ouest au chemin Royal.

8° Le No. 141, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Pétronille, Isle d'Orléans, comté de Montmorency, étant un lot de terre situé au bout de la dite Isle, contenant en superficie huit perches et quarante-huit pieds; borné au nord-ouest au No. 142, au sud-est au No. 140, au nord-est au No. 136, du dit cadastre, et au sud-ouest au Chemin Royal—avec bâtisses. Les susdits No. 141 et partie du No. 140, pour être vendu en un seul et même lot.

9° Le No. 143, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Pétronille, Isle d'Orléans, comté de Montmorency, étant un lot de terre situé au bout de la dite Isle, contenant en superficie sept perches et cent huit pieds; borné au nord-ouest au No. 144, au sud-est au No. 142, au nord-est au No. 123, du dit cadastre, et au sud-ouest au chemin Royal.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Pétronille, Isle d'Orléans, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le seizième jour d'avril prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 20 janvier 1887. 349 2
[Première publication, 22 janvier 1887.]

ALLIAS FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } O DILON ROY, de la cité
No. 1666. } de Québec, écuyer, avocat,
en sa qualité de syndic appointé à la faillite de François Sanschagrin, de la paroisse de Saint-Charles des Grondines, marchand, failli; contre SAMUEL HOUDE et NOE RIVARD, tous de la paroisse de Saint-Charles des Grondines, à savoir :

Le No. 273, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles des Grondines, étant un emplacement situé au second rang, contenant quatre perches et neuf pieds de front sur un arpent et huit perches de longueur; prenant au nord au chemin du second rang, au sud aux terres du premier rang, au sud-ouest Joseph Paquin, et au nord-est à la route du second rang—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Charles des Grondines, le VINGT CINQUIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le premier jour de mars prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 23 décembre 1886. 4185
[Première publication, 24 décembre 1886.]

Ventes par le Shérif—Richelieu.

A VIS PUBLIC est par le 'présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toute personne ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Vendition Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente. Les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Juri.

the remainder of said No. 140, to the north east by No. 136, of said cadastre, and to the south west by the Queen's highway.

8° No. 141, of the official cadastre of the parish of Sainte Petronille, Island of Orleans, county of Montmorency, being a lot of land situate at the end of the said Island, containing in superficies eight perches and forty eight feet; bounded to the north west by No. 142, to the south east by No. 140, to the north east by No. 136, of said cadastre, and to the south west by the Queen's highway—with buildings. The aforesaid No. 141 and part of No. 140, to be sold in one and the same lot.

9° No. 143, of the official cadastre of the parish of Sainte Petronille, Island of Orleans, county of Montmorency, being a lot of land situate at the end of the said Island, containing in superficies seven perches and one hundred and eight feet; bounded to the north west by No. 144, to the south east by No. 142, to the north east by No. 123, of said cadastre, and to the south west by the Queen's highway.

To be sold at the parochial church door of Sainte Petronille, Island of Orleans, on the TWENTY FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixteenth day of April next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 20th January, 1887. 350
[First published, 22nd January, 1887.]

ALLIAS FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } O DILON ROY, of the city of
No. 1666. } Québec, esquire, a lawyer,
in his quality of assignee appointed to the insolvent estate of François Sanschagrin, of the parish of Saint Charles des Grondines, merchant, insolvent; against SAMUEL HOUDE and NOE RIVARD, all of the parish of Saint Charles des Grondines, to wit :

No. 273, of the official cadastre of the parish of Saint Charles des Grondines, being an emplacement situate in the second range, containing four perches and nine feet in front by one arpent and eight perches in depth; bounded to the north by the road of the second range, to the south by the lands of the first range, to the south west by Joseph Paquin, and to the north east by the by-road of the second range—with buildings.

To be sold at the parochial church door of Saint Charles des Grondines, on the TWENTY FIFTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of March next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 23rd December, 1886. 4186
[First published, 24th December, 1886.]

Sheriff's Sales—Richelieu.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, or other oppositions to the sale, except in cases of Vendition Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

Cour Supérieure du district de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **PIERRE MARCEL DEBLOIS**,
No. 3030. } Demandeur; vs. **PASCAL**
DAUPLAISE, Défendeur, et **Alphonse Antoine**
Taillon, curateur aux biens du dit défendeur,
dûment nommés par ordre de la cour supérieure,
en date du treizième jour du mois d'octobre 1886,
et dûment autorisé à l'effet des présentes, en vertu
de l'article 772 du code de procédure civile du
Bas-Canada, tel qu'amendé par l'acte 48 Vict.,
chap. 22, sec. 6.

1. Un morceau de terre situé en la paroisse de
Saint-François du Lac, concession de la Grande
Terre, au village de la paroisse de Saint-François
du Lac, connu au cadastre officiel de la dite paroisse
de Saint-François du Lac, sous le numéro trois
cent un (No. 301), et comme faisant partie du
(No. 288) numéro deux cent quatre-vingt-huit,
de figure irrégulière, de la contenance de trois
perches et quatorze pieds de front sur trois per-
ches et quatre pieds de profondeur; et prenant
de là une largeur de six perches et quatorze pieds
sur une profondeur additionnelle de deux arpents
ou environ et ayant à sa profondeur une largeur
seulement de trois perches et huit pieds, le tout
plus ou moins; tenant devant au chemin public
et au lot No. 300, en profondeur à la rivière Saint-
François, d'un côté au lot No. 304, et d'autre côté
au lot No. 300, et à l'autre partie du lot No. 288—
avec les bâtisses dessus érigées.

A la charge par l'adjudicataire du dit morceau
de terre, de payer, pour le lot No. 301, à Augustin
Plamondon, cultivateur, de la paroisse de Saint-
François du Lac, une rente foncière, annuelle
et perpétuelle de cinq piastres, sujette à une
augmentation d'une piastre à chaque mutation,
ainsi qu'il appert à un certain bail consenti à Fer-
dinand Joyal dit Cinquantin par le dit Augustin
Plamondon, devant M^{re}. Etienne Boucher, notaire,
le treize mars mil huit cent soixante et dix, et en-
core à la charge par le dit adjudicataire de payer le
premier juillet de chaque année, pour la partie
du lot No. 288, à Dame Joséphine Blondin,
épouse de Honoré Rivard Dufresne, écuyer,
notaire, de la paroisse de Saint-François du Lac,
une rente foncière de huit piastres, et aussi à la
charge de clore à ses frais et dépens le dit mor-
ceau de terre dans les parties où il est voisin de la
dite Dame Rivard Dufresne, le tout en conformité
au bail consenti au dit Pascal Dauplaise par la dite
Dame Rivard Dufresne, devant M^{re}. L. M. Blon-
din, notaire, le treize octobre mil huit cent quatre-
vingt-trois.

2. Un morceau de terre en la paroisse de Saint-
François du Lac, concession Sainte-Elizabeth,
connu au cadastre officiel de la paroisse de Saint-
François du Lac, comme faisant partie des Nos.
464 et 465, de la contenance de cinq arpents en
superficie, le tout plus ou moins, de forme trian-
gulaire; borné vers le nord par le lot No. 415,
vers le sud-ouest par le chemin public, et vers le
sud-est par le lot No. 463—circonstances et dépen-
dances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Saint-François du Lac, le
VINGT-QUATRIÈME jour du mois de MARS
prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 18 janvier 1887. 339 2
[Première publication, 22 janvier 1887.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure du District de Richelieu.

EX-PARTE.

Sorel, à savoir : } **BENJAMIN CHAMPAGNE**,
No. 193. } requérant la vente de l'im-
meuble ci-après désigné, sur PROPRIÉTAIRE
INCONNU, savoir :

Un terrain ou emplacement formant la juste
moitié du lot No. trente-huit, situé en la ville de
Sorel, contenant icelle moitié de terrain soixante

Superior Court of the district of Richelieu.

Sorel, to wit : } **PIERRE MARCEL DEBLOIS**,
No. 3030. } Plaintiff; against **PASCAL**
DAUPLAISE, Defendant; and **Alphonse Antoine**
Taillon, curator to the estate of the said Defen-
dant, duly appointed by order of the Superior
Court, dated the thirteenth day of the month of
October, 1886, and duly authorized for the pur-
poses of these presents, in virtue of article 772, of
the code of civil procedure of Lower Canada, as
amended by the Act 48 Vict., cap. 22, sec. 6.

1. A parcel of land situate in the parish of
Saint François du Lac, concession of la Grande
Terre, in the village of the parish of Saint François
du Lac, known on the official cadastre of the said
parish of Saint François du Lac, under number
three hundred and one (301), and as forming part
of number two hundred and eighty eight (288), of
irregular outline, and containing three perches
and fourteen feet in front by three perches and
four feet in depth; and thence extending to a
width of six perches and fourteen feet by an
additional depth of about two arpents and having
at its depth only three perches and eight feet in
width, the whole more or less; bounded in front
by the public road and lot No. 300, in depth by
the river Saint François, on one side by lot No.
304, and on the other side by lot No. 300 and by
the other part of the lot No. 288—with the build-
ings thereon erected.

Subject to the charge upon the purchaser of the
said lot of land, of paying for the said lot No. 301,
to Augustin Plamondon, farmer, of the parish of
Saint François du Lac, an annual and perpetual
ground rent of five dollars, subject to an increase
of one dollar upon each mutation, as appears in a
certain deed consented to in favour of Ferdinand
Joyal dit Cinquantin by the said Augustin Plamon-
don, before M^{re}. Etienne Boucher, notary, on
the thirteenth of March, eighteen hundred and
seventy, and also subject to the charge upon the
said purchaser, of paying on the first of July of
each year, for that part of lot No. 288, to Dame
Joséphine Blondin, wife of Honoré Rivard Du-
fresne, esquire, notary, of the parish of Saint
François du Lac, a ground rent of eight dollars,
and also to the charge of fencing at his costs
and expense, the said parcel of land as regards
those parts which are near to the said Dame Rivard
Dufresne the whole in conformity with the deed
consented to in favour of Pascal Dauplaise by the
said Dame Rivard Dufresne, before M^{re}. L. M. Blon-
din, notary, on the thirteenth of October, one
thousand eight hundred and eighty three.

2. A parcel of land, in the parish of Saint
François du Lac, concession Saint Elizabeth,
known on the official cadastre of the parish of
Saint François du Lac, as forming part of numbers
464 and 465, containing five arpents in superficies,
the whole more or less, of triangular outline;
bounded towards the north by lot No. 415, towards
the south west by the public road, and towards the
south east by lot No. 463—circumstances and
dependencies.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Saint François du Lac, on the TWENTY
FOURTH day of the month of MARCH next, at
TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 18th January, 1887. 340
[First published, 22nd January, 1887.]

FIERI FACIAS

Superior Court of the district of Richelieu.

EX-PARTE.

Sorel, to wit : } **BENJAMIN CHAMPAGNE**
No. 193. } requiring the sale of the
immovable hereinafter described; against an
UNKNOWN PROPRIETOR, to wit :

A lot of land or emplacement forming the exact
half of lot No. thirty eight, situate in the town of
Sorel, such half lot of land containing sixty six

et six pieds de front sur une pareille profondeur de soixante et six pieds, mesure anglaise; tenant devant à la rue de la Reine (Queen street), par derrière à l'autre moitié du susdit lot No. trente-huit, joignant d'un côté au nord au lot No. trente-sept, appartenant à Dame Christine Grenier, et de l'autre côté au sud au lot No. trente-neuf, la propriété des héritiers ou représentants Alain—avec une maison et une boutique de forge dessus construites, dont le dernier propriétaire connu a été Louis Laporte, forgeron, de la dite ville de Sorel, dit district de Richelieu.

Pour être vendu au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la ville de Sorel, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt et unième jour du mois de mars prochain.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 21 décembre 1886. 4133 S
[Première publication, 24 décembre 1886.]

feet in front by the same depth sixty six feet, english measure: bounded in front by Queen street, in rear by the other half of the aforesaid lot No. thirty eight, adjoining on one side north to lot number thirty seven, belonging to Dame Christine Grenier, and on the other side south to lot No. thirty nine, the property of the heirs Alain or representatives—with a house and a blacksmith's shop thereon erected, of which the last known proprietor was Louis Laporte, blacksmith, of the said town of Sorel, in said district of Richelieu.

To be sold at the office of the sheriff, of the district of Richelieu, at the court house, in the town of Sorel, on the TWENTY SIXTH day of the month of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty first day of the month of March next.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 21st December, 1886. 4134
[First published, 24th December, 1886.]

Ventes par le Shérif.—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

VENDITIONI EXPONAS.

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir: } **V**U que dans une cause où No. 441. } **BASILE DUFOUR**, ci-devant de la paroisse Saint-Etienne de la Malbaie, actuellement de lieux inconnus du défendeur, était Demandeur; **JOSEPH DUFOUR**, de la dite paroisse Saint-Etienne de la Malbaie, cultivateur, Défendeur, Joseph Stanislas Perrault, de la Malbaie susdite, avocat et procureur distayant du dit défendeur, et Jean alias Johnny Dufour, de la Malbaie susdite, cultivateur, reprenant l'instance, le dit Johnny Dufour et Stanislas Perrault, avocat, son procureur distayant, à savoir:

Comme appartenant au dit Demandeur, Basile Dufour.

Une terre située en la paroisse Saint-Fidèle, concession du Cap à l'Aigle, de trois arpents de front sur trente arpents de profondeur; bornée par devant au fronteau de la concession Sainte-Mathilde, connu sous le nom de concession des Gagners, par derrière en descendant vers le fleuve Saint-Laurent à Joseph Dufour, au sud-ouest à Damase Gagnon ou ses représentants, au nord-est à Théodore Truchon dit Léveillé ou ses représentants—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. La dite terre étant le lot No. 321, du cadastre officiel pour la paroisse Saint-Fidèle.

A être vendu le dit immeuble sous la réserve du droit de retention que le dit reprenant l'instance, a droit d'exercer sur le dit immeuble jusqu'à concurrence de la somme de quatre cents piastres courant, pour impenses et améliorations en vertu du jugement rendu en cette cause, le

Sheriff's Sales—Saguenay.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler afin de distraire afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the said Writ.

VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: } **SEEING** that in a cause No. 441. } wherein **BASILE DUFOUR**, heretofore of the parish of Saint-Etienne de la Malbaie, now of parts unknown to the defendant, was Plaintiff; **JOSEPH DUFOUR**, of the said parish of Saint-Etienne de la Malbaie, farmer, Defendant, Joseph Stanislas Perrault, of la Malbaie aforesaid, advocate and attorney distaying, of said defendant, and Jean alias Johnny Dufour, of la Malbaie aforesaid, farmer, continuing the suit, the said Johnny Dufour and Joseph Stanislas Perrault, advocate, his attorney distaying, to wit:

As belonging to the said Plaintiff, Basile Dufour.

A land situate in the parish of Saint-Fidèle, concession of Cap à l'Aigle, of three arpents in front by thirty arpents in depth; bounded in front by the frontage of the concession Sainte-Mathilde, known under the name of concession des Gagners, in rear descending towards the river Saint Lawrence by Joseph Dufour to the south west by Damase Gagnon, or his representatives, to the north east by Théodore Truchon dit Léveillé or his representatives with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. The said land being lot No. 321, of the official cadastre for the parish of Saint-Fidèle.

The said immovable to be sold subject to the reserve of the right of retention which the said party continuing the suit has the right to exercise on the said immovable to the amount of four hundred dollars currency, for expenses and improvements in virtue of a judgment rendered in this

20 octobre 1883, et confirmé en cour supérieure siégeant en révision le 31 mai 1884, et aussi en vertu du jugement rendu le 6 septembre 1886, sur l'opposition à certaines charges produites en cette cause.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse Saint-Fidèle, le VINGT-DEUXIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trente unième jour de mars prochain.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, 4 février 1887. 563 2
[Première publication, 12 février 1887.]

Ventes par le Shérif—St. François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditions Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

De la Cour Supérieure.

Saint-François, à savoir : } DAME ISABELLA
No. 934. } MONICA FELTON,
du village de Lennoxville, en le district de Saint-François, veuve de feu Livingston E. Morris, en son vivant, du canton d'Ascot, en le dit district, décédé, Demanderesse; contre les terres et tenements de JOHN O'CONNOR et JAMES O'CONNOR, tous deux du susdit canton d'Ascot, et CATHERINE LOUISA O'CONNOR, de Lowell, dans l'Etat de Massachusetts, un des Etats-Unis de l'Amérique, en leur qualité de seuls héritiers de feu Thomas O'Connor, en son vivant, d'Ascot susdit, décédé, Défendeurs, à savoir :

1. Partie de la moitié ouest du lot numéro dix-neuf, dans le cinquième rang des lots du dit canton d'Ascot; bornée à l'est par la moitié est du dit lot, au nord et au sud par les lignes du dit lot, et à l'ouest partie par le chemin public, et partie par la terre des représentants de François Garraud.

2. Le coin nord-ouest du dit lot numéro dix-neuf, dans le cinquième rang d'Ascot; borné au nord et à l'ouest par les lignes du dit lot, au nord-est par Charles Gendron, et au sud-est par le chemin public.

3. Partie du quart sud-ouest du lot numéro vingt, dans le dit cinquième rang d'Ascot; bornée au sud par la ligne du dit lot, à l'est par Norbert Bourque, et au nord-ouest par le chemin public—avec les améliorations faites sur les dits morceaux de terre.

Pour être vendus au bureau du registrateur pour la division d'enregistrement de Sherbrooke, en la cité de Sherbrooke, en le dit district, le VINGT-SIXIÈME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'avril prochain.

G. F. BOWEN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 17 décembre 1886. 4093 3
[Première publication, 24 décembre 1886.]

cause, on the 20th October, 1883, and confirmed in the Superior Court, sitting in review, on the 31st May, 1884, and also in virtue of a judgment rendered on the 6th September, 1886, upon the opposition to certain charges filed in this cause. To be sold at the church door of the parish of Saint-Fidèle, on the TWENTY SECOND day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty first day of March next.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Shérif.
Malbaie, 4th February, 1887. 564
[First published, 12th February, 1887.]

Sheriff's Sales.—St. Francis.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditions Exponas*, are required to be filed with the undersigned at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Saint Francis, to wit : } DAME ISABELLA
No. 934. } MONICA FELTON,
of the village of Lennoxville, in the district of Saint Francis, widow of the late Livingston E. Morris, in his lifetime, of the township of Ascot, in said district, deceased, Plaintiff; against the lands and tenements of JOHN O'CONNOR and JAMES O'CONNOR, both of the township of Ascot aforesaid, and CATHERINE LOUISA O'CONNOR, of Lowell, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, in their quality of sole heirs of the late Thomas O'Connor, in his lifetime, of Ascot aforesaid, deceased, Defendants, to wit :

1. Part of the west half of the lot number nineteen, in the fifth range of lots in the said township of Ascot; bounded on the east by the east half of the said lot, on the north and south by the outlines of the said lot, and on the west partly by the highway, and partly by the land of the representatives of François Garraud.

2. The north west corner of said lot number nineteen, in the fifth range of Ascot; bounded on the north and west by the outlines of the said lot, on the north east by Charles Gendron, and on the south east by the highway.

3. Part of the south west quarter of the lot number twenty, in the said fifth range of Ascot; bounded on the south by the outline of the said lot, on the east by Norbert Bourque, and on the north west by the highway—with the improvements on the said parcels of land.

To be sold at the registry office of the registration division of Sherbrooke, in the city of Sherbrooke, in said district, on the TWENTY SIXTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of April next.

G. F. BOWEN,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 17th December, 1886. 4094
[First published, 24th December, 1886.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Saint-François, à savoir : **JOHN M. JONES** et No. 917. **JOHN CASSILS**, de la cité de Montréal, écuyers, et autres, *es-qualités*, Demandeurs; contre les terres et tenements de **MARY ANN DODWELL**, épouse de William Walker, tous deux du canton de Hereford, en le district de Saint-François, et le dit **WILLIAM WALKER**, afin d'autoriser sa dite épouse à ester en justice, et autres, *es-qualité*, Défendeurs, à savoir :

Cette étendue de terre sise et située en le canton de Barford, en le district de Saint-François, connue et désignée comme la moitié est de toute cette partie du lot numéro sept, dans le dixième rang des lots du dit canton de Barford, située au nord du chemin public, courant à travers le dit lot, supposé contenir soixante acres de terre, plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites, et aussi cette autre étendue de terre sise et située en le dit canton de Barford, connue et désignée comme toute cette partie du lot numéro sept, dans le dixième rang du dit canton de Barford, situé sur le côté sud du chemin public, courant à travers le dit lot, (sauf et excepté vingt acres d'icelle vendus à un nommé Samuel Cleveland). Le morceau de terre présentement décrit supposé contenir soixante acres en superficie, plus ou moins—avec une maison, grange et autres bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de Coaticook, en la ville de Coaticook, en le dit district de Saint-François, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de mars prochain.

G. F. BOWEN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 19 janvier 1887. 303 2
[Première publication, 22 janvier 1887.]

VENDITIONI EXPONAS.

Cour Supérieure.

Saint-François, à savoir : **ALFRED TAYLOR**, No. 773. **ALFRED TAYLOR**, du village de Lennoxville, en le district de Saint-François, gentilhomme, Demandeur; contre les terres et tenements de **HIRAM T. ROWELL**, du canton de Clifton, en le dit district, Défendeur, à savoir :

Les trois quarts indivis de tout ce morceau ou lot de terre sis et situé en le canton de Clifton, connu comme les cent soixante et quinze acres est, plus ou moins, du lot numéro vingt-sept, dans le onzième rang du dit canton de Clifton; borné à l'ouest par les vingt-cinq acres ouest du dit lot—ensemble avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites, étant tout l'immeuble, déduction faite d'un quart d'icelui, réclamé par Charles Cockhart Rowell.

Pour être vendus au bureau du registraire pour la division d'enregistrement du comté de Compton, en le village de Cookshire, en le dit district de Saint-François, le HUITIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quatorzième jour d'avril prochain.

G. F. BOWEN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 9 février 1887. 590 2
[Première publication, 12 février 1887.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Saint-François, à savoir : **L'HONORABLE** No. 994. **LEWIS TOWLE** **BROOKS**, de la cité de Sherbrooke, un des juges de la Cour Supérieure de Sa Majesté, du district de Saint-François, Demandeur; contre les terres et tenements de **DAME EMELIE DESCHENES**,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Saint Francis, to wit : **JOHN M. JONES** and No. 917. **JOHN CASSILS**, of the city of Montreal, esquires, and another, *es-qualité*, Plaintiffs; against the lands and tenements of **MARY ANN DODWELL**, wife of William Walker, both of the township of Hereford, in the district of Saint Francis, and the said **WILLIAM WALKER**, for the purpose of authorizing his said wife to *ester en justice*, and others, *es-qualité*, Defendants, to wit :

That certain tract or parcel of land situate and being in the township of Barford, in the district of Saint Francis, known and distinguished as the east half of all that portion of lot number seven, in the tenth range of lots in the said township of Barford, which lies north of the public road, running through said lot, supposed to contain sixty acres of land, more or less—with all the buildings and improvements thereon erected and made, and also that certain other tract or parcel of land, situate and being in the said township of Barford, known and distinguished as all that part of lot number seven, in the tenth range of the said township of Barford, which lies on the south side of the highway running through said lot; (save and except twenty acres thereof sold to one Samuel Cleveland.) The parcel of land presently described supposed to contain sixty acres in superficies, more or less—with the dwelling house, barn and other buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of Coaticook, in the town of Coaticook, in said district of Saint Francis, on the TWENTY THIRD day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty first day of March next.

G. F. BOWEN,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 19th January, 1887. 304
[First published, 22nd January, 1887.]

VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court.

Saint Francis, to wit : **ALFRED TAYLOR**, of No. 773. **ALFRED TAYLOR**, of the village of Lennoxville, in the district of Saint Francis, gentlemen, Plaintiff; against the lands and tenements of **HIRAM T. ROWELL**, of the township of Clifton, in said district, Defendant, to wit :

The undivided three fourths of all that parcel or lot of land situate lying and being in the said township of Clifton, known as the east one hundred and seventy five acres, more or less, of the lot number twenty seven, in the eleventh range of the said township of Clifton; bounded on the west by the west twenty five acres of said lot—together with all the buildings and improvements thereon erected and made, being the whole of the said real estate after deducting the one fourth claimed by Charles Cockhart Rowell.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Compton, at the village of Cookshire, in said district of Saint Francis, on the EIGHTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourteenth day of April next.

G. F. BOWEN,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 9th February, 1887. 590
[First published, 12th February, 1887.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Saint Francis, to wit : **L'HONORABLE** No. 994. **LEWIS TOWLE** **BROOKS**, of the city of Sherbrooke, one of Her Majesty's Justices of the Superior Court, in the district of Saint Francis, Plaintiff; against the lands and tenements of **DAME EMELIE DES-**

du canton de Westbury, en le dit district, épouse de James Berard, du même lieu, cultivateur, en sa qualité de curatrice dament nommée à son mari interdit, Défenderesse, à savoir :

Premièrement.—Le quart nord-ouest du lot numéro dix, dans le premier rang des lots du dit canton de Westbury.

Deuxièmement.—Le quart sud-est du lot numéro neuf, dans le deuxième rang de Westbury susdit.

Troisièmement.—La moitié sud de la moitié ouest du lot numéro dix, dans le deuxième rang de Westbury susdit, contenant en tout environ cent cinquante acres de terre—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus au bureau du registraire pour la division d'enregistrement du comté de Compton, en le village de Cookshire, en le dit district, le TRENTE-UNIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinziesme jour d'avril prochain.

G. F. BOWEN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 26 janvier 1887. 409
[Première publication, 29 janvier 1887.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

De la Cour Supérieure.—District d'Arthabaska. Saint-François, à savoir : } DANS une cause où No. 72. } DAME CLEOPHÉE

GERMAIN, de Victoriaville, ci-devant veuve de feu Joseph Vallée, en son vivant, de Somerset, et maintenant épouse de Victor Lambert, cultivateur, de Victoriaville susdit, et le dit VICTOR LAMBERT, afin d'autoriser sa dite épouse, étaient Demandeurs ; contre NAPOLEON FOURNIER, ci-devant du canton de Inverness, maintenant du canton de Garthby, Défendeur ; et Charles Lemieux, du canton de Garthby, tiers-saisie et la dite Dame Cléopée Germain et son mari contestants, et Victor Lambert, cultivateur, résidant en la paroisse de Sainte-Victoire, en les comté et district d'Arthabaska, reprenant l'instance, le dit reprenant l'instance ayant obtenu jugement dans la Cour Supérieure pour la province de Québec, siégeant en révision à Québec, le trentième jour de novembre dernier (1886), et enregistré dans le registre de la dite Cour Supérieure, distraction en faveur de Messieurs Crépeau et Côté, procureurs du dit Victor Lambert, à savoir :

Comme appartenant au dit Charles Lemieux, le tiers-saisie.

Un morceau de terre formant partie du lot numéro cinquante-huit, dans le deuxième rang nord du canton de Garthby, en le comté de Wolfe, en le district de Saint-François, contenant environ cent pieds carrés ; borné au nord-est par le chemin Mégantic, au sud-ouest par la terre de J. A. Archambault, au sud-est par Thomas Jacques, et au nord-ouest par Hyacinthe Hogue—avec les bâtisses sus-érigées, sujet au paiement du prix de la terre du dit J. A. Archambault.

Pour être vendu au bureau du registraire pour la division d'enregistrement du comté de Wolfe, à Ham-Sud, en le district de Saint-François, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le seiziesme jour d'avril prochain.

G. F. BOWEN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 31 janvier 1887. 457
[Première publication, 5 février 1887.]

CHENES, of the township of Westbury, in said district, wife of James Berard, of the same place, farmer, in her quality of curatrix, in due form of law appointed to her husband, an interdict, Defendant, to wit :

Firstly.—The north west quarter of lot number ten, in the first range of lots in the said township of Westbury.

Secondly.—The south east quarter of lot number nine, in the second range of Westbury aforesaid.

Thirdly.—The south half of the west half of lot number ten, in the second range of Westbury aforesaid, containing in all about one hundred and fifty acres of land—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Compton, at the village of Cookshire, in said district, on the THIRTY FIRST day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of April next.

G. F. BOWEN,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 26th January, 1887. 410
[First published, 29th January, 1887.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

From the Superior Court.—District of Arthabaska. Saint Francis, to wit : } IN a cause in which No. 72. } DAME CLEOPHÉE

GERMAIN, residing at Victoriaville, formerly widow of the late Joseph Vallée, in his lifetime, of Somerset, and now wife of Victor Lambert, farmer, of Victoriaville aforesaid, and the said VICTOR LAMBERT, to authorize his said wife, were Plaintiffs ; against NAPOLEON FOURNIER, heretofore of the township of Inverness, now of the township of Garthby, Defendant ; and Charles Lemieux, of the township of Garthby, tiers-saisie, and the said Dame Cléopée Germain and husband, contestants, and Victor Lambert, farmer, residing in the parish of Sainte Victoire, in the county and district of Arthabaska, reprenant l'instance, the said reprenant l'instance obtained judgment in the Superior Court for the Province of Quebec, sitting in revision at Quebec, the thirtieth day of November last, (1886), and enregistered in the register of the said Superior Court, distraction in favor of Messrs. Crépeau and Côté, attorneys for the said Victor Lambert, to wit :

As belonging to the [said Charles Lemieux, the tiers-saisie.

A piece or parcel of land forming part of the lot number fifty eight, in the second range north of the township of Garthby, in the county of Wolfe, in the district of Saint Francis, containing about one hundred feet square ; bounded on the north east by the Mégantic road, on the south west by the land of J. A. Archambault, on the south east by Thomas Jacques, and on the north west by Hyacinthe Hogue—with the buildings thereon erected, subject to the payment of the price of the land to the said J. A. Archambault.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Wolfe, at South Ham, in the district of Saint Francis, on the NINTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixteenth day of April next.

G. F. BOWEN,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 31st January, 1887. 458
[First published, 5th February 1887.]

Ventes par le Shérif-St. Hyacinthe

Sheriff's Sales.—St. Hyacinthe.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Jureur.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—Rouville.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } **HENRY CONN-**
No. 577. } **ALLEY**, culti-

vateur, de Fort Coulonge, dans le comté de Pontiac, dans le district d'Ottawa, Demandeur; contre **DALPHICE BLANCHARD**, commerçant, de la paroisse de Saint-Césaire, dans le district de Saint-Hyacinthe, Défendeur, à savoir :

Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Césaire, sous le numéro cinq cent soixante et neuf (569), située sur le rang double, dans les limites de la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, laquelle paroisse a été érigée civilement et détachée de la paroisse de Saint-Césaire, depuis la mise en force du cadastre de la dite paroisse de Saint-Césaire, la dite terre contenant un arpent et demi de front sur trente arpents de profondeur, formant quarante-cinq arpents en superficie; bornée en front à l'ouest par le chemin de front, en profondeur à l'est par le cordon du rang double, d'un côté au nord par le No. 568, et de l'autre côté au sud par les Nos. 570 et 571—avec maison et magasin dessus construits.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, le **VINGTIÈME** jour d'**AVRIL** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Bref rapportable le vingt-huitième jour d'avril 1887.

N. J. CHAPUT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Saint-Hyacinthe, 14 février 1887. 667
[Première publication, 19 février 1887.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

C. ur Supérieure.—Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, } **CHARLES SÈNE**, Fils, à savoir : No. 329. } **C**ultivateur, de la paroisse de Saint-Césaire, district de Saint-Hyacinthe, Demandeur; contre **LOUIS H. BEAUDRY**, ci-devant médecin, du village de Saint-Césaire, dit district, et maintenant absent de la Province, et demeurant en lieux inconnus, Défendeur, à savoir :

Un morceau de terre de forme irrégulière, situé au village de Saint-Césaire, sur la rue Notre-Dame, de la contenance de soixante pieds de front sur un arpent et demi de profondeur, plus ou moins; tenant devant au chemin de la dite rue, en arrière et au sud à un terrain appartenant à la succession Louis Flamondon, et de l'autre côté à Alfred Guertin—avec une maison en briques et autres bâtisses dessus construites; le dit morceau de terre étant le numéro quarante-quatre (44), aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit village de Saint-Césaire.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Césaire, le **PREMIER** jour de

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are requested to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—Rouville.

Saint-Hyacinthe, to wit : } **HENRY CONN-**
No. 577. } **ALLEY**, farmer, of

Fort Coulonge, in the county of Pontiac, in the district of Ottawa, Plaintiff; against **DALPHICE BLANCHARD**, trader, of the parish of Saint-Césaire, in the district of Saint-Hyacinthe, Defendant, to wit :

A land known and design to the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Césaire, as the number five hundred and sixty nine (569), situate on the *rang double*, in the limits of the parish of Saint-Michel de Rougemont, the said parish have been civilly erected and separated of the parish of Saint-Césaire, since the cadastre of the said parish of Saint-Césaire had come in force, the said land containing one arpent and a half in front on thirty arpents in depth, forming forty five arpents in superficies; bounded in front to the west by the front road, in depth to the east by the *cordons* of the *rang double*, on one side to the north by the No. 568, and on the other side to the south by the Nos. 570 and 571—with house and store thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Michel de Rougemont, on the **TWENTIETH** day of **APRIL** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon. Writ returnable on the twenty eighth day of April, 1887.

N. J. CHAPUT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Saint-Hyacinthe, 14th February, 1887. 668
[First published, 19th February, 1887.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, } **CHARLES SÈNE**, junior, to wit : No. 329. } **C** farmer, of the parish of Saint-Césaire, district of Saint-Hyacinthe, Plaintiff; against **LOUIS H. BEAUDRY**, formerly physician, of the village of Saint-Césaire, said district, and now absent of the Province, and residing in unknown places, Defendant, to wit :

A piece of land of irregular form, situate in the village of Saint-Césaire, on Notre Dame street, containing sixty feet in front on one arpent and a half in depth, more or less; bounded in front by the road of the said street, in rear and on south by a lot of land belonging to the succession Louis Flamondon, and on the other side by Alfred Guertin—with a brick house and other buildings thereon erected; the said piece of land being the number forty four (44), of the official plan and book of reference for the said village of Saint-Césaire.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Césaire, on the **FIRST** day of **MARCH** next,

MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.
Bref rapportable le dixième jour de mars 1887.

N. J. CHAPUT,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Saint-Hyacinthe, 18 décembre 1886. 4091 3
[Première publication, 24 décembre 1886.]

VENDITIONI EXPONAS.

Cour Supérieure—Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } JEAN-BAPTISTE
No. 238. } DESAUTELS,

marchand, de la paroisse de Saint-Césaire, dans le district de Saint-Hyacinthe, Demandeur ; vs. JEREMIE ALIX, boucher, de la paroisse de Saint-Césaire, dans le district de Saint-Hyacinthe, Défendeur ; et Jean-Baptiste Caouette, forgeron, du même lieu, Tiers-Saisi, à savoir :

1. Un terrain sis au village de Saint-Césaire, contenant soixante et huit pieds de front sur soixante pieds de profondeur dans la ligne nord, et soixante et quinze pieds dans la ligne sud ; borné en front par la rue Saint-George, en profondeur au dit J. Alix, d'un côté au nord au terrain du dit Alix, et de l'autre côté au sud au terrain ci-après désigné, le dit terrain faisant partie du lot numéro cent soixante et quatre (164), des plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Césaire—avec maison.

2. Un terrain situé au même lieu, contenant quarante six pieds de front sur quatre-vingt-neuf pieds de profondeur ; borné en front par la rue Saint-George, en profondeur à J. Alix, d'un côté au nord au terrain ci-dessus désigné, et de l'autre côté au terrain ci-après désigné, le dit terrain faisant partie du numéro cent soixante et quatre (164), des dits plans.

3. Un autre terrain sis au même lieu, contenant quarante-six pieds par cent vingt pieds ; borné en front par la rue Saint-George, en profondeur par le dit Alix, au nord au terrain ci-dessus en deuxième lieu désigné, et d'autre côté aux héritiers Plamondon, le dit terrain faisant partie du dit lot numéro cent soixante et quatre, des dits plan et livre de renvoi officiels.

A la charge mentionnée au bref de *Venditioni Exponas*, émané en cette cause en date du septième jour de février mil huit cent quatre-vingt-sept.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Césaire, le HUITIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le douze mars 1887.

L. S. ADAM,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 8 février 1887. 569
[Première publication, 12 février 1887.]

at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the tenth day of March, 1887.

N. J. CHAPUT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Saint Hyacinthe, 18th December, 1886. 4092
[First published, 24th December, 1886.]

VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court—Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit : } JEAN BAPTISTE
No. 238. } DESAUTELS, mer-

chant, of the parish of Saint Césaire, in the district of Saint Hyacinthe, Plaintiff ; vs. JEREMIE ALIX, butcher, of the parish of Saint Césaire, in the district of Saint Hyacinthe, Defendant ; and Jean Baptiste Caouette, blacksmith, of the same place, *tiers saisi*, to wit :

1. A lot of land situate in the village of Saint Césaire, containing sixty eight feet in front by sixty feet in depth in the north line, and seventy five feet in the south line ; bounded in front by the street Saint George, in depth by the said J. Alix, on one side to the north by the lot of land belonging to the said Alix, and on the other side to the south by the lot of land hereinafter described ; the said lot of land being a part of the lot number one hundred and sixty four (164), of the official plan and book of reference of the village of Saint Césaire—with house.

2. A lot of land situate in the same place, containing forty six feet in front by eighty nine feet in depth ; bounded in front by Saint George street, in depth by J. Alix, on one side to the north by the lot of land above described, and on the other side by the lot of land hereinafter described, the said lot of land being a part of the number one hundred and sixty four (164), of the said plan.

3. An other lot of land situate in the same place, containing forty six feet by one hundred and twenty feet ; bounded in front by Saint George street, in depth by the said Alix, to the north by the lot of land above secondly described, and on the other side by the heirs Plamondon, the said lot of land being a part of the said lot number one hundred and sixty four, of the said official plan and book of reference.

Subject to the charge mentioned in the writ of *Venditioni Exponas* issued in this case on the seventh day of February, eighteen hundred and eighty seven.

To be sold at the church door of the parish of Saint Césaire, on the EIGHTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the 12th March, 1887.

L. S. ADAM,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, 8th February, 1887. 570
[First published, 12th February, 1887.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six ours après le rapport du Bref.

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law ; all oppositions *afin d'annuler afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale : oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit dans et pour le comté de Terrebonne.
Province de Québec, } **JUSTINE NADON,**
District de Terrebonne, } Demanderesse;
à savoir: No. 3. } contre **JOSEPH DES-**
JARDINS, Défendeur.

Un terrain situé dans le bas de Sainte-Thérèse, en la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, dans le district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, sous le numéro deux cent dix-huit (218)—avec maison et autres bâties.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, dit district, le VINGT-SIXIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente et unième jour de mars prochain, 1887.

Z. ROUSSILLE,

Bureau du Shérif, } Shérif.
Sainte-Scholastique, 17 janvier 1887. } 313 2
[Première publication, 22 janvier 1887.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure pour le Bas-Canada.

Province de Québec, } **CEDEON MELA-**
District de Terrebonne, } **SIPPE PREVOST,**
No. 4. } écuyer, Demandeur;
contre **ADOLPHE BLECK** et autres, et **GUIL-**
LAUME GRATTON et **DOMITILDE CADIEUX,**
son épouse, en leur qualité de tuteur conjoint, à
l'enfant mineur de feu Henri Bleck avec la dite
Domitilde Cadieux, Défendeurs.

Comme appartenant par indivis aux défendeurs en cette cause, l'immeuble mentionnée en la cédule marquée A, annexée au dit bref, comme suit, savoir:

1. Un terrain sur la rue Saint-Elmire, (maintenant rue Saint-Jean), en le village de Sainte-Thérèse, district de Terrebonne; borné en front par la rue Sainte-Elmire, en arrière par la terre de Jérémie Deschambault, d'un côté par l'emplacement des représentants Jean-Baptiste Jolie, Prosper Sanche et Louis Leblais, et de l'autre côté par l'emplacement de Magloire Gingras, acquis de Brunet—avec les dépendances; lequel terrain est maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Sainte-Thérèse, sous le numéro cent soixante et quinze (175). Et de plus

2. Un emplacement situé sur la grande rue du village de Sainte-Thérèse de Blainville, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Sainte-Thérèse de Blainville, sous le numéro cent trente-quatre (134)—avec bâties.

3. Un emplacement situé sur la grande rue du village de Sainte-Thérèse de Blainville, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Sainte-Thérèse de Blainville, sous le numéro cent cinquante-trois (153)—avec bâties.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, dit district, le VINGT-SIXIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente et unième jour de mars prochain, 1887.

Z. ROUSSILLE,

Bureau du Shérif, } Shérif.
Ste-Scholastique, 17 janvier 1887. } 311 2
[Première publication, 22 janvier 1887.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure pour le Bas-Canada.

Province de Québec, } **PHILIP SIMPSON**
District de Montréal, } **ROSS et al.,** es-qualité,
à savoir: No. 1073. } Demandeurs; vs. **LOUIS**
O. BLONDIN, Défendeur.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court in and for the county of Terrebonne.
Province of Quebec, } **JUSTINE NADON,**
District of Terrebonne, } Plaintiff; against
to wit: No. 3. } **JOSEPH DESJAR-**
DINS, Defendant.

A lot of land situate in the lower part of Sainte Thérèse, in the parish of Sainte Thérèse de Blainville, in the district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Thérèse de Blainville, under number two hundred and eighteen (218)—with house and other buildings.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Thérèse de Blainville, in said district, on the TWENTY SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty first day of March next, 1887.

Z. ROUSSILLE,

Sheriff's Office, } Shérif.
Sainte Scholastique, 17th January, 1887 } 314
[First published, 22nd January, 1887.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court for Lower Canada.

Province of Quebec, } **CEDEON MELA-**
District of Terrebonne, } **SIPPE PREVOST,**
No. 4. } esquire, Plaintiff; against
ADOLPHE BLECK and others, and **GUIL-**
LAUME GRATTON and **DOMITILDE CADIEUX,** his wife,
in their quality of joint tutor to the minor child
of the late Henri Bleck with the said Domitilde
Cadieux, Defendants.

As belonging in joint tenancy to the defendants in this cause, the immovable mentioned in the schedule marked A, annexed to the said writ, as follows, to wit:

1. A lot of land on Sainte Elmire street, (now Saint John street), in the village of Sainte Thérèse, district of Terrebonne; bounded in front by Sainte Elmire street, in rear by the land belonging to Jérémie Deschambault, on one side by the emplacement belonging to the representatives Jean-Baptiste Jolie, Prosper Sanche and Louis Leblais, and on the other side by the emplacement belonging to Magloire Gingras, purchased from Brunet—with the dependencies; such lot of land is now known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Sainte Thérèse, under number one hundred and seventy five (175). And further

2. An emplacement situate on the Main street of the village of Sainte Thérèse de Blainville, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Sainte Thérèse de Blainville, under number one hundred and thirty four (134)—with buildings.

3. An emplacement situate on the Main street, of the village of Sainte Thérèse de Blainville, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Sainte Thérèse de Blainville, under number one hundred and fifty three (153)—with buildings.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Thérèse de Blainville, in said district, on the TWENTY SIXTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty first day of March next, 1887.

Z. ROUSSILLE,

Sheriff's Office, } Shérif.
Sainte Scholastique, 17th January, 1887. } 312
[First published, 22nd January, 1887.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court for Lower Canada.

Province of Quebec, } **PHILIP SIMPSON**
District of Montreal, } **ROSS et al.,** es-qualité,
to wit: No. 1073. } Plaintiffs; vs. **LOUIS**
O. BLONDIN, Defendant.

Un emplacement situé dans le village de Sainte-Scholastique, sur la rue Saint-Vincent, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels, du dit village de Saint-Scholastique, sous le numéro cent cinquante-deux (152)—avec une maison et autres bâties dessus construites.

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de Justice, dans le village de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente et unième jour de mars prochain, 1887.

Z. ROUSSILLE.

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 17 janvier 1887. 309 2
[Première publication, 22 janvier 1887.]

VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } HENRY FRASER
Saint-Scholastique, } CURWIN, de
à savoir : No. 186. } Workington Hall, dans
le comté de Cumberland, écuyer, and WILLIAM
JOLIFFE TWYFORD, de Welshpool, dans le
comté de Montgomery, Principauté de Galles,
aussi écuyer, tous deux de l'Angleterre, posses-
seurs et propriétaires en fideli-commis *in trust*, de
la seigneurie d'Argenteuil, située dans le comté
d'Argenteuil, dit district, et comme tels ayant
droit aux rentes dues par les censitaires de la
dite seigneurie, Demandeurs ; contre DAME
MARY CAMERON, de la paroisse de Saint-André,
dit district, comme ayant été commune en biens
avec feu John McPhee, et DAME LIZZIE HIB-
BARD, du même lieu, veuve de feu Angus McPhee,
en sa qualité de tutrice, dûment élue aux enfants
issus de son mariage avec le dit feu Angus McPhee,
Défenderesse.

Comme appartenant par indivis aux Défende-
resses, et tels que mentionnés et décrits en la
cédulé marquée A, annexée au dit bref.

Les lots de terre situés dans la paroisse de Saint-
André d'Argenteuil, district de Terrebonne, dans
la concession appelée "Côteau des Hêtres," dési-
gnés au cadastre de la seigneurie d'Argenteuil,
comme étant les numéros 96, 98, 101 et 126, et
maintenant connus et désignés aux plan et livre
de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-
André, sous les numéros 663, 664, 666, 293, 298 et
299, contenant deux cent quarante et un arpents
en superficie, plus ou moins—avec les bâties
dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église catho-
lique de la paroisse de Saint-André d'Argenteuil,
district de Terrebonne, le HUITIÈME jour de
MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.
Le dit bref rapportable le quinzième jour de mars
prochain 1887.

Z. ROUSSILLE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 8 février 1887. 585
[Première publication, 12 février 1887.]

enter par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.
Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des
réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu
de mentionner dans son certificat, en vertu de
l'article 700 du code de procédure civile du Bas-
Canada sont par le présent requises de les faire
connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin
d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou
autres oppositions à la vente, excepté dans les
cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées
au bureau du sousigné avant les quinze jours qui

An emplacement situé dans le village de Sainte-
Scholastique, on Saint Vincent street, district of
Terrebonne, known and designated on the official
plan and book of reference of the said village of
Sainte Scholastique, under number one hundred
and fifty two (152)—with a house and other build-
ings thereon erected.

To be sold at the office of the sheriff, at the
court house, in the village of Sainte Scholastique,
district of Terrebonne, on the TWENTY FOURTH
day of MARCH next, at TEN o'clock in the fore-
noon. The said writ returnable on the thirty first
day of March next, 1887.

Z. ROUSSILLE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 7th January, 1887. 310
[First published, 22nd January, 1887.]

VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.
Superior Court.

District of Terrebonne, } HENRY FRASER
Sainte-Scholastique, } CURWIN, of Work-
to wit : No. 186. } ington Hall, in the county
of Cumberland, esquire, and WILLIAM JOLIFFE
TWYFORD, of Welshpool, in the county of Mont-
gomery, Principality of Wales, also esquire, both
of England, owners and proprietors in trust of the
seigniorie of Argenteuil, situate in the county of
Argenteuil, said district, and as such having the
right to the rents due by the censitaires of the said
seigniorie, Plaintiffs ; against DAME MARY
CAMERON, of the parish of Saint André, in said
district, as having been in common as to property
with the late John McPhee, and DAME LIZZIE
HIBBARD, of the same place, widow of the late
Angus McPhee, in her quality of tutrix appointed
in due course of law to the children issue of her
marriage with the late Angus McPhee, Defen-
dants.

As belonging in joint tenancy to the defendants,
and as mentioned and described in the schedule
marked A, annexed to the said writ.

The lots of land situate in the parish of Saint
André d'Argenteuil, district of Terrebonne, in the
concession called "Côteau des Hêtres," desig-
nated on the cadastre of the seigniorie of Argen-
teuil, as being numbers 96, 98, 101 and 126, and
now known and designated on the official plan
and book of reference of the said parish of Saint
André, under numbers 663, 664, 666, 293, 298 and
299, containing two hundred and forty one arpents
in superficies, more or less—with the buildings
thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the
parish of Saint André d'Argenteuil, district of
Terrebonne, on the EIGHTH day of MARCH next,
at TEN o'clock in the forenoon. The said writ
returnable on the fifteenth day of March next,
1887.

Z. ROUSSILLE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 8th February, 1887. 586
[First published, 12th February, 1887.]

Sheriff's Sales Three Rivers.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized and will be sold at the respec-
tive times and places mentioned below. All per-
sons having claims on the same which the Regis-
trar is not bound to include in his certificate, under
article 700 of the Code of Civil Procedure of
Lower Canada, are hereby required to make them
known according to law. All oppositions *afin de
annuler, afin de distraire, afin de charge, or other*
oppositions to the sale, except in cases of *Ven-
ditiōni Exponas*, are required to be filed with the
designated, at his office, previous to the fifteen
days next preceeding the day of sale ; oppositions

précéderont immédiatement le jour de la vente; et les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Juge.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } D I D A C E S T.
No. 507. } D P I E R R E, Deman-

deur; contre THOMAS FORTIN, Défendeur.

1. Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, sur le côté nord de la rue Saint-Denis, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de la cité des Trois-Rivières, par le numéro neuf cent vingt-neuf (929)—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Un terrain situé en la cité des Trois-Rivières, sur le côté nord-est de la rue Plaisante, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de la cité des Trois-Rivières, par le numéro huit cent soixante et cinq (865)—circonstances et dépendances.

3. Un terrain situé en la cité des Trois-Rivières, coin des rues Royale et Plaisante, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de la cité des Trois-Rivières, par le numéro huit cent trente-neuf (839)—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

4. Un autre terrain situé en la cité des Trois-Rivières, coin des rues Saint-Olivier et Plaisante, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de la cité des Trois-Rivières, par le numéro huit cent cinquante-trois (853)—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

5. Un autre terrain situé en la cité des Trois-Rivières, coin des rues Sainte-Marie et Champflour, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de la cité des Trois-Rivières, par le numéro quinze cent soixante et deux (1562).

6. Un autre terrain situé en la cité des Trois-Rivières, sur le côté nord-est de la rue des Forges, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de la cité des Trois-Rivières, par le numéro sept cent quarante-huit (748).

7. Une terre située en la paroisse des Trois-Rivières, sur le chemin des Forges, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse des Trois-Rivières, par le numéro deux cent douze (212)—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus les numéros un, deux, trois, quatre, cinq et six, au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-SIXIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin; et le numéro sept, à la porte de l'église de la paroisse des Trois-Rivières, en la cité des Trois-Rivières, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le trente et unième jour de mars prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 19 janvier 1887. 325 2
[Première publication, 22 janvier 1887.]

afin de conserver may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } D I D A C E S T. PIERRE,
No. 507. } Plaintiff; against

THOMAS FORTIN, Defendant.

1. An emplacement situate in the city of Three Rivers, on the north side of Saint Denis street, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the city of Three Rivers, by number nine hundred and twenty nine (929)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot of land situate in the city of Three Rivers, on the north east side of Plaisante street, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the city of Three Rivers, by number eight hundred and sixty five (865)—circumstances and dependencies.

3. A lot of land situate in the city of Three Rivers, on the corner of Royale and Plaisante streets, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the city of Three Rivers, by number eight hundred and thirty nine (839)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4. Another lot of land situate in the city of Three Rivers, on the corner of Saint Olivier and Plaisante streets, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the city of Three Rivers, by number eight hundred and fifty three (853)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

5. Another lot of land situate in the city of Three Rivers, on the corner of Sainte Marie and Champflour streets, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the city of Three Rivers, by number fifteen hundred and sixty two (1562).

6. Another lot of land situate in the city of Three Rivers, on the north east side of Des Forges street, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the city of Three Rivers, by number seven hundred and forty eight (748).

7. A land situate in the parish of Three Rivers, on the Chemin des Forges, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint-Maurice, for the said parish of Three Rivers, by number two hundred and twelve (212)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold numbers one, two, three, four, five and six, at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, at the court house, in the city of Three Rivers, on the TWENTY SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon; and number seven, at the church door of the parish of Three Rivers, in the city of Three Rivers, on the SAME DAY, at TWO o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the thirty first day of March next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 19th January, 1887. 326
[First published, 22nd January, 1887.]

Demandes au Parlement.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte d'incorporation d'une compagnie d'assurance sur la vie sous le nom de "La Canadienne," et pour divers droits et privilèges concernant la dite corporation.

CHS. C. DE LORIMIER,
Avocat des Requérants.

Montréal, 16 février 1887.

695

Avis Divers.

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No. 3713.

Dame Mary Elizabeth Reuter, du village de Cowansville, en le district de Bedford, épouse commune en biens de Job Wallace Taylor, du même lieu, commerçant, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Job Wallace Taylor, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée par la demanderesse contre le défendeur.

BAKER & MARTIN,

Procureurs de la demanderesse.

Sweetsburg, 16 février 1887.

697

INDEX DE LA GAZETTE OFFICIELLE No. 7.

ANNONCES NOUVELLES.

	Pages
CADASTRE CORRIGÉ :	
Horton.....	402
DEMANDES AU PARLEMENT :	
Pour incorporer la compagnie d'assurance "La Canadienne".....	438
DEPENSES D'ELECTION :	
Hble Duhamel.....	410
M. Ecrement.....	409
ERECTION DE MUNICIPALITÉ :	
Village de Saint-Polycarpe.....	398
Village de la Rivière Beaudette.	400
EXPROPRIATION :	
Cité de Montréal vs. Préfontaine.....	413
FAILLIS :	
Cession :	
Pennington.....	412
Robitaille.....	412
Spénard & Bedard.....	413
Dividende :	
Mulholland & Baker.....	413
Nomination de curateur :	
O'Neil.....	413
Pilotte.....	412
LETTRES PATENTES ÉMISSES :	
La compagnie manufacturière de tabac canadien de Saint-Jacques.....	401
The Globe Woollen Mills Co.....	409

Applications to Parliament.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating a life insurance company under the name of "La Canadienne," and for divers rights and privileges concerning said corporation.

CHS. C. DE LORIMIER.

Attorney for Applicants.

Montreal, 16th February, 1887.

696

Miscellaneous Notices.

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 3713.

Dame Mary Elizabeth Reuter, of the village of Cowansville, in the district of Bedford, wife commune en biens of Job Wallace Taylor, of the same place, trader, duly authorized to ester en justice herein, Plaintiff ;

vs.

The said Job Wallace Taylor, Defendant.
An action en séparation de biens has this day been instituted by the plaintiff against defendant.

BAKER & MARTIN,

Attorneys for plaintiff.

Sweetsburg, 16th February, 1887.

698

INDEX OF THE OFFICIAL GAZETTE No. 7.

NEW ADVERTISEMENTS.

	Pages.
APPLICATIONS TO PARLIAMENT :	
To incorporate the insurance company, "La Canadienne".....	438
APPOINTMENTS :	
Justice of the peace :	
Connolly, Esq.....	398
Montreal.....	398
Soulanges.....	398
CADASTRE CORRECTED :	
Horton.....	402
CROWN LANDS :	
Notice of cancellation, &c.	
Joly.....	401
ELECTION EXPENSES :	
Hble Duhamel.....	410
Mr. Ecrement.....	409
EXPROPRIATION :	
City of Montreal vs. Préfontaine.....	413
INSOLVENTS :	
Appointment of curator :	
O'Neil.....	413
Pilotte.....	412
Assignment :	
Pennington.....	413
Robitaille.....	412
Spénard & Bedard.....	413
Dividend :	
Mulholland & Baker.....	413

LICITATION :

Lafortune vs. Dme Langevin.....	415
Rickaby vs. Dme Wilson.....	414

MEMBRES ÉLUS :

Hble Mercier.....	397
" Shehyn.....	397
" Gagnon.....	397
" McShane.....	397
" Duhamel.....	397

MUNICIPALITÉ : Publication dans une seule langue, demande de :

Saint-Constant.....	401
---------------------	-----

NOMINATIONS :

Juges de Paix :

Connolly, Esq.....	398
Montréal.....	398
Soulanges.....	398

RÈGLES DE COUR :

Bradford vs. Fontaine.....	414
----------------------------	-----

SEPARATION DE BIENS :

Dme Paulet vs. Béland.....	410
Dme Reuter vs. Taylor.....	438

FERRES DE LA COURONNE :

Avis de cancellation, etc.

Joly.....	401
-----------	-----

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES :

Ville de Longueuil.....	417
-------------------------	-----

VENTES PAR LES SHERIFS :

BEAUHARNOIS :

Cushing et al., vs. Cameron.....	418
----------------------------------	-----

BEDFORD :

Leclerc vs. Jubinville.....	419
Marois vs. Dufresne.....	419

MONTREAL :

Besner vs. Kent et al.....	423
----------------------------	-----

QUÉBEC :

Corporation de Québec vs. Bélanger...	424
---------------------------------------	-----

SAINT-FRANÇOIS :

Hble Brooks vs. Dme Deschênes	431
Dme Germain vs. Fournier.....	432

SAINT-HYACINTHE :

Connolly vs. Blanchard.....	433
-----------------------------	-----

691

LETTERS PATENT GRANTED :

The Globe Woollen Mills Co	409
La Compagnie Manufacturière de tabac Canadien de Saint Jacques	401

LICITATION :

Lafortune vs. Dme Langevin	415
Rickaby vs. Dme Wilson.....	414

MEMBERS ELECTED :

Hble Mercier.....	397
" Shehyn.....	397
" Gagnon.....	397
" McShane.....	397
" Duhamel.....	397

MUNICIPALITY ERECTED :

Village of Saint Polycarpe.....	398
Village of La Rivière Beaudette.....	400

MUNICIPALITY :—Publication in one language, application for :

Saint Constant.....	401
---------------------	-----

RULES OF COURT :

Bradford vs. Fontaine.....	414
----------------------------	-----

SALES FOR MUNICIPAL TAXES :

Town of Longueuil.....	417
------------------------	-----

SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Paulet vs. Béland	410
Dme Reuter vs. Taylor.....	438

SHERIFF'S SALES :

BEAUHARNOIS :

Cushing et al. vs. Cameron.....	418
---------------------------------	-----

BEDFORD :

Leclerc vs. Jubinville.....	419
Marois vs. Dufresne.....	419

MONTREAL :

Besner vs. Kent et al.....	423
----------------------------	-----

QUÉBEC :

Corporation de Québec vs. Bélanger...	424
---------------------------------------	-----

SAINT FRANCIS :

Hble Brooks vs. Dme Deschênes	431
Dme Germain vs. Fournier.....	432

SAINT HYACINTH :

Connolly vs. Blanchard.....	433
-----------------------------	-----

692

